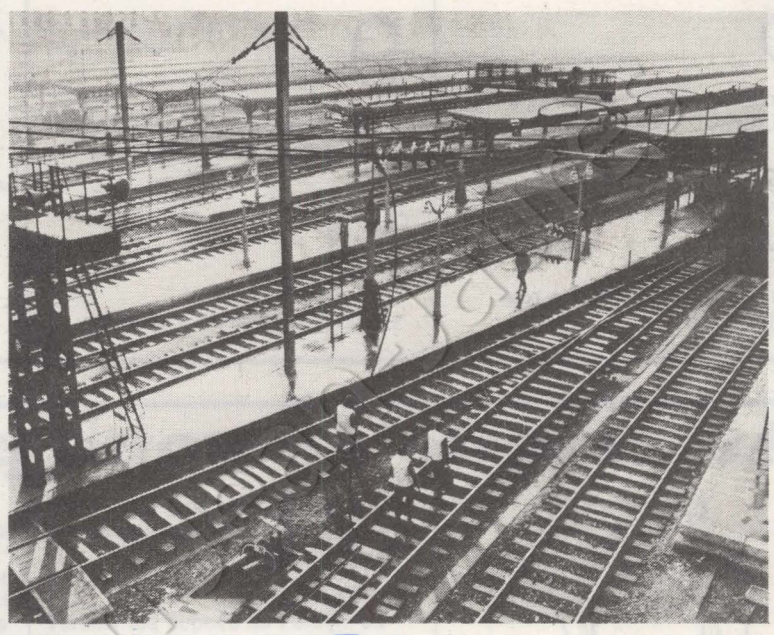
L'unité

N° 79 - 2F 50 | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 5 au 11 Octobre 1973

CHILI : AU-DELA DE L'HORREUR





S.n.c.f. : La révolte des roulants

GRECE : LES COLONELS EN CIVIL

Sommaire

3 Cantonales : Septembre amplifie Mars

4 Editorial : L'inadmissible silence

5 Larzac : Une gifle pour l'U.d.r.

6 S.n.c.f. : La révolte des roulants

7 « Lip vaincra ou nous reviendrons »

8 Economie : Opération séduction

Les socialistes proposent

9 Opinion : Le manteau d'Arlequin, par Joseph Franceschi

10 Chili : Au delà de l'horreur

12 Argentine : L'imbroglio peroniste

14 Accident : A qui la faute ?

16 Régions : L'école du Larzac

17 Les poings sans les roses

18 Danse : Un Béjart à deux têtes

Cinéma : On meurt toujours deux fois

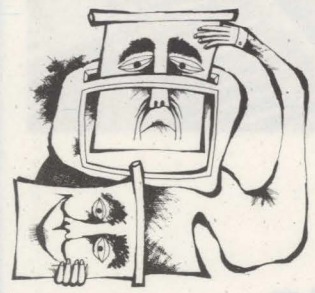
19 Grèce : Les colonels en civil, un reportage de Guy Perrimond

24 De A jusqu'à Z, par Henri-François Rey

PHOTOS ET DESSINS

Barrigues (pages 17-18). François Bibal (pages 19-20-2-2-23). Carlos Brito (pages 10-13). Jean-Pierre Coureuil (pages 2-3-5). Fotolib-Jean-Noël Darde (pages 11-12-13). France Match (page 1-13). Teich (page 15). Pascal Lebrun (pages 6-7).

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 5 OCTOBRE

Inspiré — de loin — d'une nouvelle d'Hemingway, un chef-d'œuvre du film noir nouvelle manière : « A bout portant » de Don Siegel (20 h 35, ch. 2).

Au magasine 73 : l'énergie en Europe et en France (21 h 25, ch. 1).

Portrait d'un comédien : Jean-Luc Bideau, à l'émission Pour le cinéma (22 h 30, ch. 1).

SAMEDI 6

Une émission avec Patrick Fridenson sur l'histoire des usines Renault, dans la série Actualités de l'Histoire (18 h 30, ch. 2).

Cora Vaucaire, Serge Lama, Philippe Soupault, etc. évoquent le cabaret L'Ecluse (22 h 40, ch. 2).

DIMANCHE 7

Langue française québecoise et français hexagonal, dans la chronique de Jean-Marie Drot (20 h 35, ch. 2).

Dans la fameuse série Un certain regard, le portrait de Ho Chi-Minh, à partir de documents inédits rapportés d'Hanoï (22 h 20, ch. 1).

L'un des plus violents films de Bunuel : « Viridiana » (22 h 35, ch. 2).

LUNDI 8

Soirée Jean Cocteau sur la 3e chaîne : « Piaf-Cocteau » avec Jean Marais, Serge Reggiani et Catherine Sauvage (19 h 40) ; « La belle et la bête », l'un de ses plus beaux films (20 h 35).

MARDI 9

Le mythe Piaf évoqué par Robert Manthoulis (20 h 35, ch. 1).

Précédant un débat sur la politique à l'Université : « Des fraises et du sang », un film de Stuart Hagmann sur la révolte des années 60 dans les campus américains (20 h 35, ch. 2).

MERCREDI 10

Yves Montand vedette du Grand Echiquier (20 h 35, ch. 1).

JEUDI 11

Après la projection du fameux « Orphée » (20 h 35), l'hommage de la 1re chaîne à Cocteau, commenté par Georges Walter (22 h 15).

Les pêcheurs de Concarneau et leurs problèmes, au magazine 52 (20 h 40, ch. 2).



Livres

HISTOIRE

*** Jean Benoît : Staline (Maspero).**

Un portrait qui ne respecte ni la statue ni les idées reçues. Il implique l'analyse précise d'une période. Il impose de replacer l'homme dans l'époque. Un livre qui entraînera de multiples débats.

*** Gaetano Falzone : Histoire de la Mafia (Fayard).**

Psychologie collective ou réalité ? Cet ouvrage répond en rappelant dans quelles circonstances naquit la Mafia : l'absence d'un pouvoir central en Italie permit au « baronat sicilien » de jouer un rôle très particulier. L'actuelle survivance a d'autres causes que Falzone n'aborde malheureusement pas clairement.

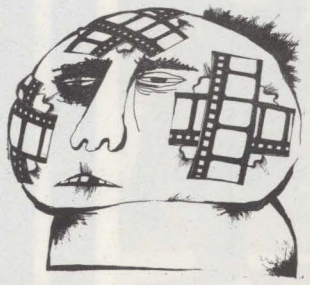
*** Amar Hamdani : Krim Belkacem (Balland).**

N'en déplaise à certains, l'histoire de la résistance algérienne reste encore à écrire. Cette biographie du négociateur des accords d'Evian, du chef de la villaya IV, assassiné dans l'anonymat d'une chambre d'hôtel, est une très utile contribution à une histoire qui commence aujourd'hui.

SOCIOLOGIE

*** Francis Balle : Institutions et publics des moyens d'information (éditions Montchrestien, collection Université nouvelle).**

Une somme sur les différents mass media. Et les méthodes d'analyse de leur public. A lire avec soin pour mieux comprendre ce phénomène. Un regret, cependant : parlant de la presse socialiste, l'auteur ignore la publication de « l'Unité ». Mais ne soyons pas rancuniers, le reste est excellent.



Cinéma

*** Costa Natsis et Adam Pianko : L'école sauvage.**

Un reportage sur l'école Decroly (agrémenté de minces intermèdes dialogués de Romain Bouteille et Rufus). Les auteurs soulignent la spontanéité, la créativité et le naturel d'enfants étudiant sans contraintes, sans notes ni leçons. Le film lance un grand débat qui devrait faire méditer pédagogues, enseignants, parents d'élèves... et l'Education nationale, qui n'accueille ici que 25 élèves par an et ne les conduit qu'au B.e.p.c.

*** Michel Mardore : Le mariage à la mode.**

La jeune épouse d'un journaliste de province séduite par un photographe bohème. La même avec un moniteur d'un club de vacances. Et le photographe pris au piège de sa passion. Héros de jeux de l'amour et du libertinage, des personnages bavards, mais passionnants et vrais, qui font penser aux héros de « La maman et la putain » d'Eustache, ou à ceux de « La collectionneuse » de Rohmer. Le cinéma français s'est enrichi d'un auteur.

*** Jacques Demy : L'événement le plus important depuis que l'homme a marché sur la Lune.**

La pudeur avec laquelle Demy traite un sujet qui aurait pu être scabreux (un homme « enceint ») est tout à son honneur. Le manque de verve et d'originalité des situations l'est beaucoup moins. Ce film-fantaisie n'est pas déshonorant, mais comment Demy a-t-il perdu le talent, la délicatesse, la légèreté et la nostalgie qui faisaient le charme de « Lola » ?

*** L'avant-garde américaine.**

Dans le cadre du Festival d'automne, une série de films du nouveau cinéma indépendant américain, au Studio Christine 2 : Hollis Frampton et Barry Gerson (le vendredi), Steve Dwoskin (le samedi), Ken Jacobs (le dimanche), Robert Breer (le lundi), Jonas Mekas (le mardi), Michael Snow (le mercredi), Stan Brakhage (le jeudi).

Elections

SEPTEMBRE AMPLIFIE MARS

Quelques jours seulement avant de quitter le secrétariat général de l'U.d.r., Alain Peyrefitte n'a pas perdu l'occasion d'achever de sombrer dans le ridicule : dans les résultats des élections cantonales il voit un « tassement » de la gauche et un « bond en avant » de l'U.d.r... A croire que son voyage en Chine lui a tourné la tête !

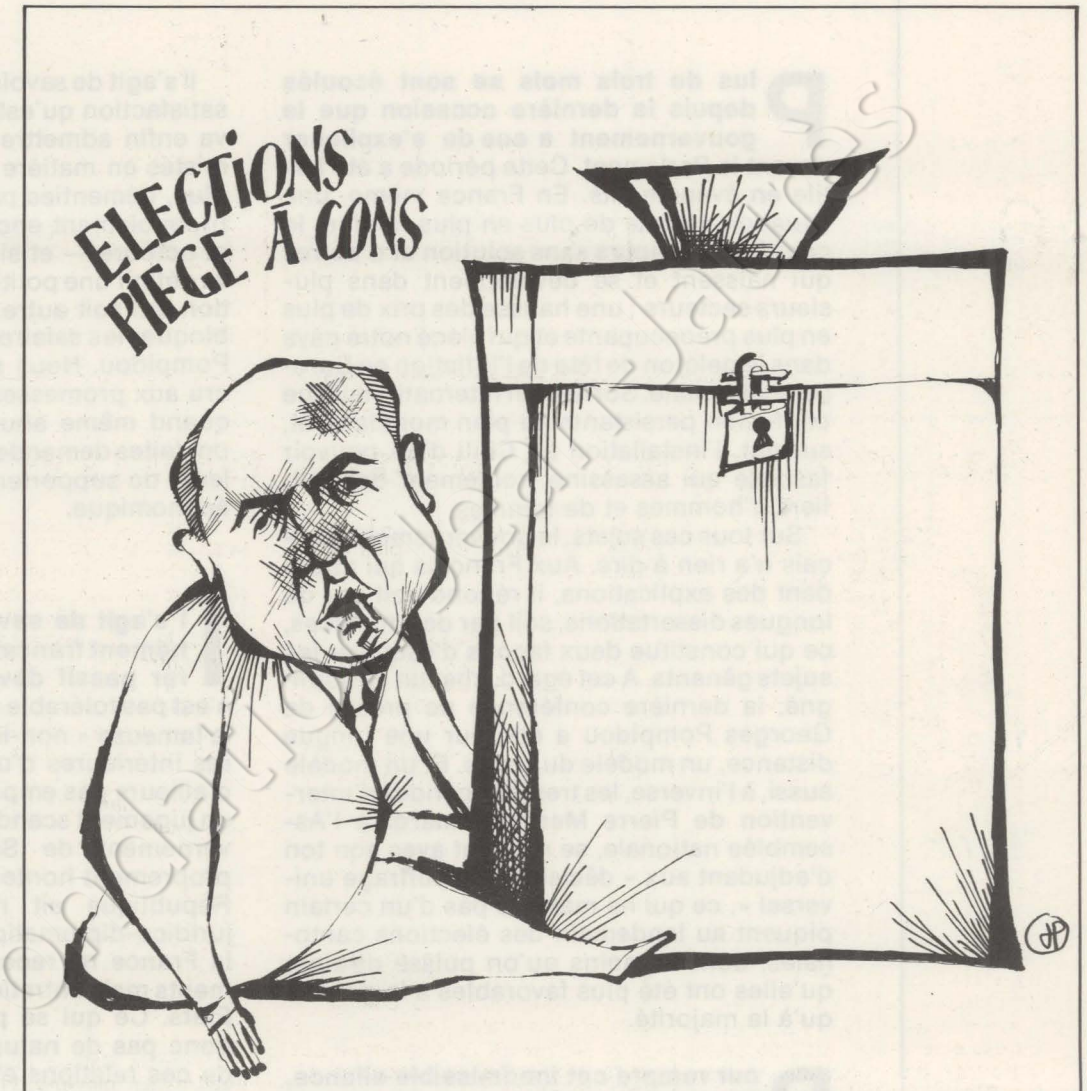
Même singulièrement tardives, les statistiques de Raymond Marcellin démentent catégoriquement les affirmations de Peyrefitte. Les chiffres sont là, éloquents dans leur simplicité : les trois partis du programme commun gagnent ensemble 207 sièges. Ceux de la majorité — en y incluant, ce qui est faire bonne mesure, les modérés catalogués comme « favorables à la majorité » — n'en gagnent que 158. Chacun a progressé, du fait qu'il y avait 336 cantons supplémentaires. Mais le gain de la gauche représente exactement les deux tiers de ces cantons nouveaux. C'est la mesure la plus claire de sa progression (voir la carte).

700 conseillers généraux

A l'intérieur de cette progression, le second tour a largement confirmé la poussée du Parti socialiste au premier tour. Là encore, les chiffres parlent : de 299 sortants, il est passé à 423 élus, soit un gain de 124 (1). C'est-à-dire exactement deux fois plus que l'U.d.r. et les Républicains indépendants réunis. Avec les 270 sièges qu'il avait obtenus lors du renouvellement de 1970 dans l'autre série de cantons, le Parti socialiste compte à lui seul près de 700 conseillers généraux, c'est-à-dire qu'il demeure, et de loin, la première formation politique française au sein des assemblées départementales.

Les statistiques des voix du premier tour, enfin publiées au lendemain du second, confirment d'autre part que socialistes et radicaux de gauche réunis au sein de l'U.g.s.d. ont totalisé le plus grand nombre de voix : 1 976 380, soit 23,9 % ; le Parti communiste qui avait pourtant présenté un plus grand nombre de candidats atteignant 100 000 voix de moins, soit 22,7 %. Il ne s'agit pas de tirer de ces chiffres des conclusions hâtives sur le « rééquilibrage » de la gauche. Mais ces résultats n'en confirment pas moins l'un des enseignements des législatives de mars, à savoir que l'écart qui existait naguère entre communistes et socialistes au niveau électoral, et qui était encore de plus de 2 % entre le P.c.f. et la F.g.d.s. en 1967, a aujourd'hui pratiquement disparu.

On a déjà souligné que les progrès du Parti socialiste sont moins sensibles dans les régions de très vieille implantation, comme le Nord et le Pas-de-Calais, que dans celles où il a pénétré plus récemment et où il développe rapidement son audience. C'est le cas, en particulier, dans l'Ouest : 7 sièges gagnés au total en Loire-Atlantique, 6 dans le Finistère (dont 5 sièges sur 6 à Brest), 3 dans les Côtes-du-Nord et l'Ille-et-Vilaine, 4 dans la Mayenne (4 sièges sur 4 à Laval), 3 dans la Manche et 2 dans le Calvados — où Louis Mexandeau et André Paysan enlèvent deux cantons de Caen.



Raymond Marcellin.

L'écart comblé

Mais c'est le cas aussi dans l'Oise (3 sièges gagnés), dans la Meuse (+ 4), la Marne (+ 4), le Doubs (+ 5, avec une poussée spectaculaire à Besançon), dans le Jura (+ 5), dans l'Isère (+ 6), en Savoie (+ 2), en Gironde (+ 6) dans les Pyrénées-Atlantiques (+ 3, avec un succès particulièrement significatif à Pau), dans les Pyrénées-Orientales (+ 6), dans l'Hérault (+ 4) en Saône-et-Loire (4 sièges gagnés, dont celui enlevé par Pierre Joxe à Chalon), dans la Drôme (où le P.s. perd deux sortants, mais gagne cinq cantons nouveaux).

A quoi on doit quand même ajouter, dans des départements de vieille tradition socialiste, quatre élus dans les nouveaux cantons de Limoges, les quatre sièges gagnés dans les Bouches-du-Rhône, les cinq dans l'Aude et les neuf nouveaux enlevés dans la Haute-Garonne.

Parmi d'autres succès spectaculaires, il faut citer celui de Millau, où le Parti socialiste enlève les deux cantons à la majorité, Gérard Deruy ayant pour sa part nettement distancé le député maire U.d.r. Gabriac ; et celui d'Evry, dans l'Essonne, où Claude Jeanlin fait mordre la poussière au tristement célèbre député U.d.r. Boscher. L'autre siège gagné dans l'Essonne, Juvisy-sur-Orge, par le maire Robert Thévenet et celui enlevé par Gilbert Bonnemaison à Epinay soulignent également les progrès socialistes dans la région parisienne. Progrès inégaux, il est vrai, puisqu'on ne les retrouve ni dans le Val-

→

L'inadmissible silence

Plus de trois mois se sont écoulés depuis la dernière occasion que le gouvernement a eue de s'expliquer devant le Parlement. Cette période a été fertile en événements. En France même, une situation sociale de plus en plus tendue, le conflit Lip toujours sans solution et d'autres qui naissent et se développent dans plusieurs secteurs ; une hausse des prix de plus en plus préoccupante et qui place notre pays dans le peloton de tête de l'inflation en Europe occidentale. Sur le plan international, une confusion persistante au plan monétaire et, surtout, l'installation au Chili d'un pouvoir fasciste qui assassine froidement des milliers d'hommes et de femmes.

Sur tous ces sujets, le gouvernement français n'a rien à dire. Aux Français qui attendent des explications, il répond soit par de longues dissertations, soit par des menaces, ce qui constitue deux façons d'esquiver les sujets gênants. A cet égard, chacun l'a souligné, la dernière conférence de presse de Georges Pompidou a été, sur une longue distance, un modèle du genre. Et un modèle aussi, à l'inverse, les trente secondes d'intervention de Pierre Messmer mardi à l'Assemblée nationale, se référant avec son ton d'adjudant aux « décisions du suffrage universel », ce qui ne manque pas d'un certain piquant au lendemain des élections cantonales, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ont été plus favorables à la gauche qu'à la majorité.

Pour rompre cet inadmissible silence, la gauche a donc pris l'initiative de déposer une motion de censure dont le but n'est pas de renverser le gouvernement — l'arithmétique parlementaire ne peut laisser aucune illusion sur ce point — mais de l'obliger à prendre ses responsabilités et d'y obliger aussi ceux qui dans la majorité affichent le double visage du soutien à Paris et de la critique dans leur circonscription.

Il s'agit, en effet, de savoir si le gouvernement qui prétend être intervenu dans l'affaire Lip « pour des raisons sociales » va longtemps encore bloquer la solution de bon sens que les syndicats proposent parce qu'il craint que celle-ci apparaisse comme une victoire des travailleurs confortés dans leur lutte par la solidarité que viennent de leur exprimer les dizaines de milliers de personnes rassemblées samedi dernier à Besançon.

Il s'agit de savoir si ce champion de l'autosatisfaction qu'est Valéry Giscard d'Estaing va enfin admettre que ses prévisions optimistes en matière de prix sont, une fois de plus, démenties par les faits — et le seront probablement encore plus pour septembre et octobre — et si le ministre des Finances va définir une politique de lutte contre l'inflation qui soit autre chose que la menace de bloquer les salaires proférée l'autre jour par Pompidou. Nous n'avons jamais beaucoup cru aux promesses de Provins mais il serait quand même ahurissant que ceux qui les ont faites demandent maintenant aux travailleurs de supporter l'échec de leur politique économique.

Il s'agit de savoir encore si le gouvernement français va continuer à demeurer passif devant le drame chilien. Il n'est pas tolérable qu'il se retranche derrière la fameuse « non-ingérence » dans les affaires intérieures d'un autre pays, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché Pompidou de porter un jugement scandaleux sur l'action du gouvernement de Salvador Allende. Il est proprement honteux que le président de la République ait recours à des arguties juridico-diplomatiques pour expliquer que la France ne reconnaît pas des gouvernements mais entretient des relations avec des Etats. Ce qui se passe à Santiago n'est-il donc pas de nature à justifier une rupture de ces relations et une intervention vigoureuse pour tenter de sauver des vies humaines ? C'est ce qu'ont voulu exprimer mardi les députés de gauche par la manifestation de solidarité avec les démocrates chiliens qu'ils ont tenue à l'Assemblée nationale et qui, devant la carence du gouvernement, était le seul moyen pour eux de s'exprimer avant que s'engage tout autre débat.

Pompidou et Messmer auraient souhaité un automne sans histoires pendant lequel ils se seraient contentés d'amuser le tapis avec le projet de réduction de la durée du mandat présidentiel. La gauche pense que les vraies préoccupations des Français sont ailleurs. Qu'il le veuille ou non, le gouvernement doit maintenant répondre.

CLAUDE ESTIER

SEPTEMBRE AMPLIFIE MARS

d'Oise ni dans les Hauts-de-Seine, où le Parti socialiste paie l'héritage d'une situation ancienne.

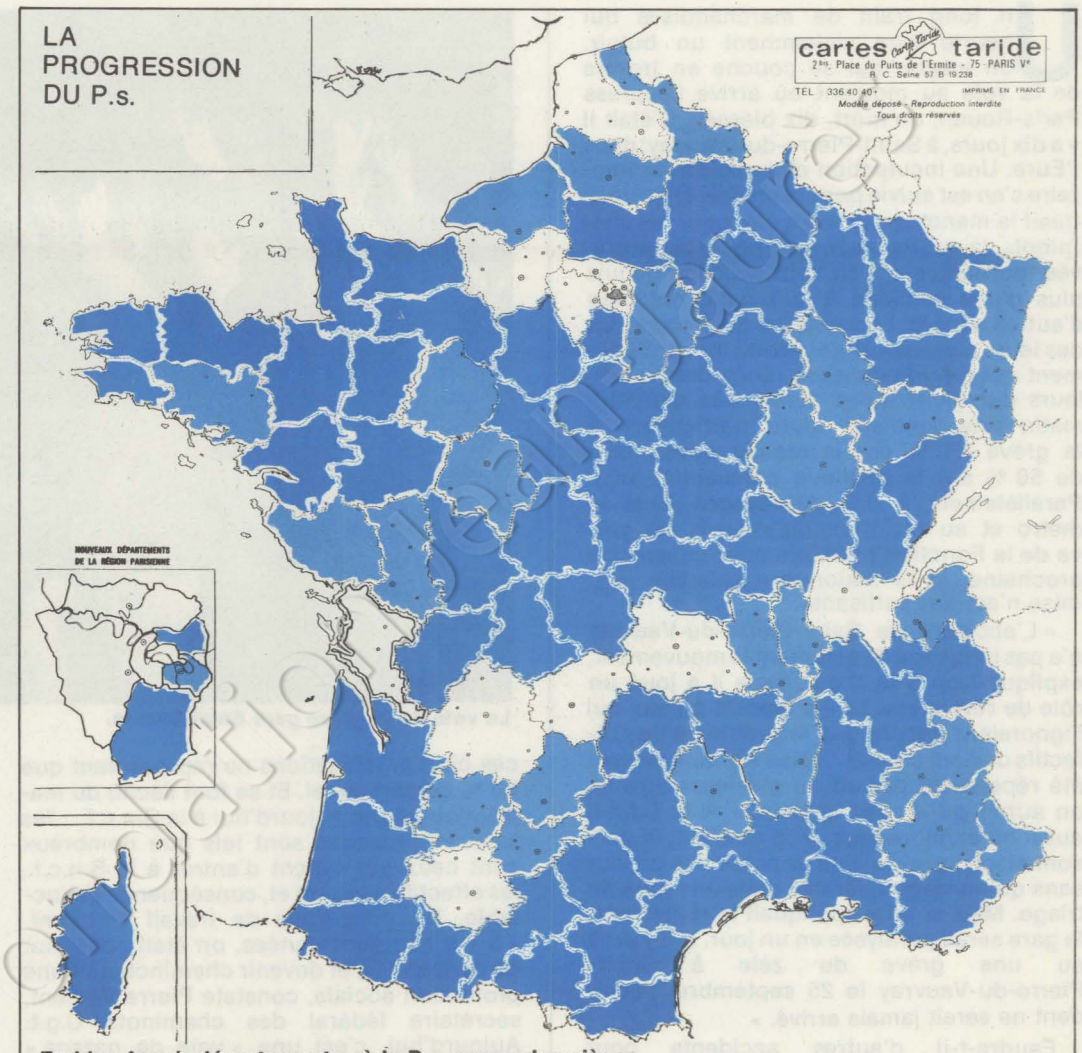
Au total, ses 124 élus nouveaux permettent au P.s. de conforter sérieusement ses positions dans de nombreux Conseils généraux, d'y avoir des élus dans 14 départements où il n'avait pas de sortants dans la série renouvelable, d'entrer enfin dans ceux de l'Essonne, du Jura, de l'Ille-et-Vilaine, de l'Orne et de la Meurthe-et-Moselle, où il n'avait pas de représentants.

Discipline efficace

Un dernier point mérite d'être noté qui concerne la discipline de l'électorat de gauche. Mis à part quelques cas particuliers, elle a joué avec beaucoup de rigueur et d'efficacité en faveur du candidat unique de la gauche au second tour, un peu plus nettement peur-être en faveur des candidats socialistes que des candidats communistes, mais sans que ceux-ci aient eu à pâtir de défections sensibles. La discipline a joué de la même façon contre trois candidats socialistes qui avaient refusé de se désister pour le communiste arrivé avant eux et que les Fédérations concernées ont aussitôt désavoués. Ce sont autant de signes qui confirment que la ligne d'union de la gauche suivie par le Parti socialiste est approuvée par son électorat. C'est aussi l'un des enseignements des cantonales, et non le moindre.

ANTOINE VIOLET

(1) Les chiffres établis par le secrétariat du P.s. sont légèrement différents : 287 sortants, 416 élus ; mais la progression est du même ordre.



En bleu foncé, départements où le P.s. gagne des sièges.
En bleu clair, départements où le P.s. garde le même nombre de sièges.
En blanc, départements où le P.s. perd des sièges.

Au Larzac, une gifle pour l'U.d.r.

Les élections dans les deux cantons de Millau (Aveyron) étaient à juste titre considérées comme un test par les défenseurs du Larzac. S'y présentaient en effet pour la majorité, le Dr Gabriac (U.d.r.), député-maire et conseiller général sortant, ainsi que son premier adjoint, Esperce. Tous deux promoteurs du projet d'extension du camp militaire.

Or, les résultats confirment la progression de la gauche unie. De 1968 à 1971, celle-ci était passée de 43,35% à 46,5% des voix. Puis elle est devenue majoritaire aux législatives sur l'ensemble des deux cantons avec 52,5% des voix. Et elle vient encore d'accentuer sa poussée en totalisant cette fois près de 61% des voix. En élisant aussi largement les deux candidats socialistes, Gérard Deruy (seul conseiller municipal de l'opposition à Millau) et Jean-Louis Coulon (agriculteur), c'est une véritable gifle que les Millavois viennent d'infliger à la majorité U.d.r.-C.d.p. D'autant plus que celle-ci tient la mairie depuis mars 1971.

Il faut reconnaître sans doute là le désaveu d'une gestion municipale. Mais aussi et surtout le refus de toute une population de voir sa région réduite au rang de zone touristico-militaire (voir notre article p. 16). Elle marquait par là même sa profonde solidarité avec les paysans du Larzac.

En tout état de cause, il sera dorénavant difficile au pouvoir central — et à sa télévision — de mentir aux Français sur le douloureux problème du Larzac ; car ils ont perdu ici toute crédibilité.

LOUIS LAFABRIE

● Afin de rendre hommage à la mémoire de Salvador Allende, la ville de Suresnes, sur proposition de son maire, Robert Pontillon, a décidé de donner le nom de l'ancien président de la République chilienne au nouveau complexe sportif éducatif et de loisirs qui sera inauguré ce samedi au Plateau nord, sur les côteaux du Mont-Valérien, face à Nanterre.

● Dans l'interview d'Alain Vivien paru dans notre numéro du 21 septembre, il fallait lire ainsi le début de la réponse à la 3e question : « Depuis la rentrée dernière, les manuels scolaires peuvent donc être distribués gratuitement jusqu'en 3e, si le syndicat intercommunal décide d'affecter cette subvention à l'achat de livres. »

Nous recherchons pour le gardiennage du siège du Parti socialiste, 12, cité Malesherbes, un camarade disposant totalement de son temps. Le poste conviendrait à un camarade retraité pouvant assurer parfois un service très tard le soir. Le service continu est d'une journée sur trois, samedi après-midi et dimanche libres. Tous renseignements sur place.

Grèves

LA REVOLTE DES ROULANTS

Un long train de marchandises qui heurte trop violemment un butoir, un wagon qui se couche en travers de la voie au moment où arrive l'express Paris-Rouen, un mort, dix blessés. C'était il y a dix jours, à Saint-Pierre-du-Vauvray, dans l'Eure. Une inculpation d'homicide involontaire s'en est suivie pour le cheminot qui dirigeait la manœuvre. Cela a été, pour les cheminots, la goutte d'eau en trop. Et si les grèves tournantes qui se sont succédé depuis plus d'une semaine à la S.n.c.f. ont bien d'autres causes, l'accusation qui frappe l'un des leurs n'est pas étrangère au mécontentement qui gronde dans les rangs des travailleurs du rail et qui a donné dès mercredi matin une ampleur toute particulière à la grève (90 % sur le réseau ouest, plus de 50 % sur la banlieue parisienne, etc.). Parallèlement à des débrayages dans le métro et au maintien du préavis de grève de la Fonction publique pour la semaine prochaine, si la majoration salariale promise n'est pas suffisante.

« L'accident de Saint-Pierre-du-Vauvray n'a pas influencé directement le mouvement, explique-t-on à la C.g.t., mais il a joué un rôle de révélateur. Et il a montré à ceux qui l'ignoraient encore que le problème des effectifs devient crucial : si les signaux avaient été répercutés par un ou plusieurs agents, on aurait pu arrêter le train. » A la C.f.d.t. aussi on explique que, trop souvent, le personnel manque : « Il ne se passe pas un jour sans qu'un wagon déraille dans une gare de triage. Mais si on y appliquait le règlement, la gare serait paralysée en un jour. S'il y avait eu une grève du zèle à Saint-Pierre-du-Vauvray le 25 septembre, l'accident ne serait jamais arrivé. »

Faudra-t-il d'autres accidents pour convaincre la direction de la S.n.c.f. que les revendications des syndicats ne sont peut-être pas dénuées de fondements ? Elle refuse en tout cas de rouvrir la discussion sur les salaires, en expliquant que des accords salariaux, signés par cinq organisations, existent. La C.g.t. et la C.f.d.t. répondent que



Le vote de la grève gare Saint-Lazare.

ces cinq organisations ne représentent que 20 % du personnel. Et se font l'écho du malaise qui règne aujourd'hui à la S.n.c.f. : les salaires proposés sont tels que nombreux sont ceux qui évitent d'entrer à la S.n.c.f., les effectifs baissent et, conséquence inéluctable, les conditions de travail empirent. « Il y a quelques années, on était cheminot de père en fils, et devenir cheminot était une promotion sociale, constate Pierre Vincent, secrétaire fédéral des cheminots C.g.t. Aujourd'hui, c'est une « voie de garage » pour ceux qui n'ont pas trouvé autre chose. Car les servitudes du service ne sont pas compensées. »

Les chiffres lui donnent raison : il y avait 307 000 cheminots en 1969, on estime qu'il en restera 283 000 fin 1973. Pendant les cinq premiers mois de 1973, on a recruté 2 075 agents ; mais 1 073 ont démissionné, et 1 160 sont partis à la retraite. « C'est un véritable cercle vicieux, explique Claude Binsse, permanent de la fédération C.f.d.t. des cheminots. Les bas salaires (1 050 F net pour un « exécutant » à Paris) font fuir. Et plus les effectifs baissent, plus les conditions de travail sont déplorables. Ce qui fait fuir aussi. » « Il faut être hautement qualifié pour gagner à la S.n.c.f. un salaire comparable à celui d'un O.s. de l'automobile », déclarait dernièrement André Argalon, secrétaire général adjoint des cheminots C.g.t.

Cette constatation, nombre de cheminots la font aussi. Avec amertume. Car, pour la vie qu'ils mènent, leurs salaires leur semblent de plus en plus dérisoires. Un « roulant » de Thionville, marié, 4 enfants, qui travaille depuis 10 ans à la S.n.c.f., raconte : « J'ai commencé comme manœuvre en 1963. J'habitais Metz, mais comme on m'a affecté à Thionville, je m'y suis installé. Il faut attendre 3 ou 4 ans pour pouvoir se présenter aux examens de T 2 (conducteur de diesel de manœuvre). Puis un ou deux pour être nommé ; après, j'ai passé un autre examen pour être T 3 (postulant au grade de T 4). Je pense avoir mon galon de T 4 d'ici 2 ou 3 ans : 13 ans de maison pour obtenir la nomination maximum. Un T 4 gagne net aux alentours de 1 500 F par mois. Sans les primes.

« La prime, à l'heure actuelle, c'est la seule façon de faire une forte paye. Alors, c'est la course aux kilomètres. Mais ce sont les chefs d'établissement qui nous affectent sur tel ou tel train. Et souvent, pour les parcours qui rapportent, ils préfèrent celui qui ne râle pas, qui obéit toujours, qui ne fait pas la

uniteledis

DELEGUE MAURICE SEVENO

Vous propose un disque 33 tours

« SOLIDARITE CHILI »
(témoignages et chants révolutionnaires chiliens)

au prix de 10 F

Adressez vos commandes

7 RUE VIOLLET-LE-DUC, 75000 PARIS - 878.44.34

grève. Ceux qui arrivent à faire 12 000 km par mois peuvent doubler leur salaire ; ils font les grandes lignes, ce sont les barons du rail qui font les « voraces », les gars bien vus, quoi... Le gars qui ne marche pas droit, lui, il fait le tour du clocher, comme on dit.

« Ce qu'on aimerait c'est, d'abord une meilleure rémunération de la qualité du service, la reconnaissance de la qualification et de la responsabilité de l'agent. Et, évidemment, d'autres conditions de travail. Si je suis disponible à 6 h du matin, je rentre chez moi à 13 h 20. Je recommence le matin à 3 h 30. Je rentre à 11 h 30, et je suis de nouveau disponible à 1 h 30 du matin, et le cercle infernal continue. Sans compter les « découchés » : il y a des roulants qui, sur une période de travail de six jours, font 3 à 4 découchés. Avec ces horaires, j'ai des copains qui prennent des cachets pour dormir, et d'autres pour se réveiller.

La sécurité

« Quand on discute avec des collègues d'autres services, on voit bien qu'ils trouvent inconcevable qu'un agent de conduite n'ait que douze dimanches par an, qu'il ne puisse dire comme tout le monde qu'il sera à telle fête familiale, car il n'en sait rien. On sait bien qu'il faut tirer les trains la nuit comme le jour, mais il y a des semaines où vous voyez les gosses deux heures le matin, et c'est terminé. Il y a le problème des congés : tous les quatre ou cinq ans, on arrive à avoir une bonne période qui coïncide avec les vacances scolaires. Mais il y a des gars qui n'arrivent même pas à avoir une semaine en même temps que leurs gosses. A Thionville, on est 500 au dépôt : 12 % tombent bien, les autres non. Quant à pouvoir manger à des heures régulières, avoir des repos à cadence régulière...

« Malgré tout ça, on ne peut pas dire que la sécurité ne soit pas respectée. On n'a peut-être pas assez de sommeil ; on essaie, cependant, par conscience professionnelle et par amour-propre, de faire son boulot correctement. Mais on est la dernière roue de la charrette. »

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la décision du juge d'instruction d'Evreux ait été ressentie par la plupart des cheminots comme une humiliation ? Comment s'étonner aussi qu'ils n'apprécient pas toujours la grogne des passagers, dont le gouvernement sait si bien jouer ? « Pendant 11 mois, ils voyagent dans des conditions « normales » et ils ne disent rien, commente un militant syndical. Dès qu'il y a une grève, ils gueulent contre les organisations syndicales. Sans se rendre compte que les cheminots placent au même rang, dans leurs revendications, leurs salaires, la défense du service public, et la sécurité des voyageurs. »

MICHELE BACKMANN



« Lip vaincra sinon on reviendra »

50 000 manifestants ? 100 000 ? Peu importe le chiffre. Des milliers et des milliers de travailleurs de toutes tendances sont venus à Besançon, samedi, de toutes les régions de France. « Lip se bat pour tous les travailleurs, tous les travailleurs se battent pour Lip ». Sur des kilomètres, ce slogan. Et aussi « Lip vaincra, sinon on reviendra ». André Boulloche, député du Doubs, Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, Pierre Bérégovoy et Georges Sarre, secrétaires nationaux, affirmaient par leur présence le soutien du P.s. à la lutte exemplaire de Lip.

Manifestation d'un style nouveau sans doute, sans exclusive — ce qui est important — mais surtout rassemblement unitaire placé sous la responsabilité des syndicats. Tour à tour, des représentants de la C.f.d.t., de la C.g.t., de la Fen, de F.o. ont condamné la politique du Pouvoir, le rôle des entreprises multinationales et le système capitaliste, générateur de crises et inhumain.

A aucun moment, la manifestation n'a été détournée de son but. Au grand dam des provocateurs U.d.r. qui souhaitaient le pire en dénonçant, toute la semaine, sur les murs et dans des tracts, le maire socialiste Jean Minjoz, coupable d'apporter son appui aux travailleurs de Lip depuis le début du conflit. La droite ne se trompe pas d'adversaires !

Est-ce pour cela qu'Henry Giraud s'est fâché ? Au cours de la onzième rencontre avec les syndicats de Lip, lundi dernier, à Arc-et-Sénans, il a brusquement abandonné les promesses et les faux-fuyants, pour annoncer : « Je n'irai pas plus loin. » Est-ce la déception qui provoque la colère de Giraud ? Avait-il espéré que la marche sur Besançon serait un échec ? Est-il déçu que les témoignages de solidarité aient été aussi nombreux ?

Déjà, la semaine dernière, les syndicalistes participant aux discussions ne se faisaient plus guère d'illusions sur le rôle de Giraud.« Nous posions la question de savoir qui est Giraud, déclarait Jacques Chérèque, secrétaire de la fédération C.f.d.t. de la métallurgie. Maintenant, nous voyons que ses pouvoirs sont limités par un ukase politique : laisser 200 types sur le tapis. Pour diminuer les effectifs, Giraud ajuste au fur et à mesure ses effectifs industriels. La démarche est l'inverse de ce qu'elle devrait être. »

Un exemple : au cours d'une séance de négociation, un syndicaliste fait remarquer qu'on a oublié la fabrication des presses mécaniques. Ducros, le P.d.g. de Supemec, lâche : « Je reprends ce secteur, avec la personnel existant » (15 à 20 personnes). Réaction de Giraud : « Alors, là, pas possible. C'est trop. »

C'est, en résumé, toute l'attitude du négociateur de Lip. Dans un dossier de la fédération C.f.d.t. de la métallurgie (« Lip : l'emploi pour tous »), des économistes démontrent, chiffres et exemples à l'appui, les incohérences du plan proposé par Giraud : « Alors que Lip a produit, en 1972, 440 000 montres avec un effectif horloger de plus de 830 personnes, M. Giraud compte en produire, en 1974, 540 000 avec un effectif de 614 personnes, c'est-à-dire 23% de montres en plus, avec 25% des effectifs en moins. Pour ne donner qu'un exemple concret de l'incohérence de cette proposition, le service stock-expéditions qui, en 1972, avec 17 personnes, réussissait difficilement à expédier 440 000 montres, devrait en expédier, en 1974, 100 000 de plus avec 13 personnes seulement. »

Lundi dernier, ces analyses se sont trouvées confirmées. En annonçant que 187 à 222 salariés — selon que le gouvernement accepte la préretraite à 58 ou à 59 ans — ne seraient pas réembauchés, et en refusant toute discussion sur cet a priori, Giraud a donné un ton nouveau aux discussions : un ton de rupture.



Opération séduction

Puisque la gauche vient de confirmer aux cantonales son avancée des législatives, la majorité prend peur — d'autant que les mouvements sociaux qui se préparent et s'affirment montrent clairement que la grogne n'est pas qu'électorale. D'où sa volonté de se rallier certaines catégories sociales dont la désaffection possible l'inquiète. Pour cela, le Pouvoir leur octroie des petits avantages et décide diverses demi-mesures qui deviennent autant de « réformes fondamentales » dans la bouche des ministres.

Afin d'appliquer ce plan, un homme pour chacun : aux agriculteurs, on a délégué Jacques Chirac ; aux artisans et commerçants, on a offert Jean Royer ; les familles, les handicapés, les personnes âgées, les veuves, les mères de familles ont hérité de Michel Poniatowski ; et Valéry Giscard d'Estaing rafraîchit son auréole en se présentant comme le deus ex machina de cet ensemble.

A vrai dire, ce saupoudrage catégorie était contenu dans le discours de Provins. Pierre Messmer s'était déjà essayé, sans grand succès, à en faire un démagogique racolage électoral. Il s'agit maintenant d'en faire un peu plus. Donner quelque crédibilité aux promesses. Ce qui est plus difficile. Mais, pour la majorité, vital.

Là où le bât blesse, c'est que quelques mesures catégorielles juxtaposées ne constituent pas une politique et qu'en outre l'effet de ces mesures reste bien en deçà de ce qui serait nécessaire.

L'opération Royer

Prenons quelques exemples. On connaît la formule fiscale magique de Giscard d'Estaing : « A revenu égal connu, impôt égal. » L'ennui est que, quoi qu'il dise, il n'a pas attendu de mieux connaître les revenus des non-salariés pour leur accorder divers allègements depuis trois ans. Il continue cette année, du reste, en relevant la limite d'exonération de l'impôt des contribuables non salariés *(voir le précédent numéro de « l'Unité »)*. Giscard d'Estaing est-il sans arrière-pensée lorsqu'il remanie le barème de l'impôt sur le revenu ? Il apparaît que le nouveau barème favorise les familles nombreuses et les personnes âgées et, au contraire, pénalise les célibataires et les couples sans enfants. Ce nouveau barème semble, en outre, diminuer la charge fiscale des contribuables les plus modestes. En vérité, c'est de l'illusion : le poids de la T.v.a. augmente avec la hausse des prix et pèse avant tout sur les ménages les moins fortunés. Ce que Giscard d'Estaing donne d'une main, il le reprend de l'autre.

Autre exemple : le léger coup de pouce donné par Poniatowski aux prestations sociales. Les proies visées : les familles nombreuses, les mères de famille, les personnes âgées, les veuves, les handicapés...



Jacques Chirac.



Jean Royer.

Ce qui fait bon nombre d'électeurs. Mais que faire ? Promettre aux familles une garantie du pouvoir d'achat des allocations ? Il élargit l'attribution de frais de garde aux mères de famille, ainsi que leur droit à la retraite. Dans sa « largesse », Poniatowski va jusqu'à prévoir une allocation de rentrée scolaire pour les enfants des familles les plus pauvres, allocation de 100 F qui tient plus de l'aumône que de l'action sociale. Quant aux vieux on leur promet de doubler le minimum vieillesse d'ici à cinq ans. En attendant, ils devront se contenter de la somme scandaleusement basse de 4 800 F par an. Qui sait, par ailleurs, ce que les 9 000 F promis vaudront en 1978 ?

N'insistons pas sur Chirac qui, à Bruxelles, n'a pas obtenu grand-chose d'autre que ses prédécesseurs — si ce n'est pour les betteraviers — et en réussissant à se mettre au plus mal avec ses collègues européens.

Dernier exemple, et sans doute le plus significatif : la tentative de récupération par Royer des artisans et commerçants — 1,7 million de petits patrons, soit 4 millions de suffrages avec leurs familles... Le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, discuté par les députés cette semaine, s'il contient des dispositions satisfaisantes — concernant notamment certains avantages sociaux, la publicité mensongère et la capacité juridique des associations de consommateurs — en comporte d'autres pour le moins inquiétantes.

Ainsi la réglementation de l'urbanisme commercial qui y est prévue : sous couvert d'une pseudo-décentralisation des décisions, l'Etat se dessaisit de sa responsabilité en la matière. Les autorisations d'implantation de grandes surfaces — dont la part dans le marché (23,4 %) n'a pas augmenté depuis

Les socialistes proposent

MAINTIEN DES PRESTATIONS SOCIALES AUX GREVISTES

Les travailleurs de Lip avaient été brutalement privés de leurs prestations sociales : afin que cette pression sur l'exercice du droit de grève disparaisse, il faut que ces prestations (familiales, de maladie, etc.) soient maintenues aux salariés engagés dans un conflit collectif de travail : grève, lock out. (Proposition de loi du groupe du Parti socialiste et des radicaux de gauche).

LES SYNDICATS DANS LES INSTANCES REGIONALES

Bien que ne répondant pas aux critères légaux, la C.f.t. et la Confédération des syndicats indépendants ont été introduits dans les Comités économiques et sociaux de plusieurs régions. C'est d'autant plus inadmissible que des organisations représentatives — celle des enseignants — n'y ont pas de participation directe. (Question d'actualité de Jacques-Antoine Gau).

LE RAMASSAGE SCOLAIRE

Sanctionnés par la fermeture de nombre d'écoles rurales, les élèves des zones rurales bénéficient d'une subvention de transports scolaires. Mais pourquoi les « préscolaires » en sont-ils privés ? Et pourquoi la classification communes rurales — communes urbaines a-t-elle été modifiée, au détriment de nombreuses familles ? (Questions écrites de Lucien Pignion et Gérard Haesebroeck).

1970 — seront subordonnées à l'autorisation d'une commission départementale d'urbanisme commercial. Au sein de cette commission, il suffira de la démagogie de quelques élus locaux (un quart des sièges) venant s'ajouter au réflexe naturel des commerçants et artisans (la moitié des sièges) pour que toute demande soit rejetée, en dépit des consommateurs qui occuperont le quart des sièges restants.

Par la menace

Il ne s'agit absolument pas d'admettre l'implantation anachronique des grandes surfaces — le gouvernement a suffisamment favorisé celle-ci ces dernières années pour qu'on sache à quoi s'en tenir. Mais, entre cela et le blocage systématique de toute évolution, il y a place pour une politique du commerce qui prenne en compte à la fois les problèmes des commerçants et les intérêts des consommateurs, un bon nombre de produits de consommation courante étant moins coûteux dans les grandes surfaces — ce que vient de prouver une étude de l'Institut national de la consommation. Certes, les « hypermarchés » réalisent de confortables profits. Mais peut-être eût-il mieux valu s'attaquer à ces profits que bloquer une évolution qui n'a pas que des effets néfastes. Mais cela aurait à la fois déplu aux propriétaires des hypermarchés et n'aurait pas fait gagner une seule voix de commerçant.

Pour les salariés par contre — classe sociale pratiquement « perdue » sur le plan électoral — inutile de prendre des gants. Après leur avoir expliqué qu'ils consommaient trop, Georges Pompidou, dans sa conférence de presse, a brandi la menace : le blocage des prix et des salaires.

Bien sûr, tout le monde est contre. Les syndicats parce qu'elle empêche toute revendication salariale. Le patronat parce qu'il estime perdre une de ses prérogatives essentielles, la fixation des rémunérations et de leur augmentation. Et, de surcroît, cela n'a jamais contribué à juguler l'inflation. Craignant que leurs prix ne soient bloqués, les industriels préfèrent anticiper leurs hausses et augmenter leurs prix de vente avant un éventuel blocage.

Quant aux résultats, il suffit de se souvenir du plan de stabilisation de 1963... Mais il est symptomatique qu'au moment où les travailleurs de la Fonction publique annoncent des grèves, le président de la République ne répond que par une menace.

Il est vrai que l'objectif de ce gouvernement n'est pas de définir une politique ; il s'agit, ici comme en matière de fiscalité ou de prestations sociales, d'une simple manœuvre pré-électorale. Et, pour cela, tous les moyens semblent bons. Y compris les plus démagogiques.

DAVID SYLVAIN

Le manteau d'Arlequin

par Joseph Franceschi

Pauvre Constitution du 4 octobre 1958 ! Il ne se passe pas de lustre sans qu'elle soit l'objet d'une greffe ou d'une amputation.

4 juin 1960 : modification de l'article 85 en vue de permettre à des Etats d'Afrique, nouvellement indépendants, de continuer à rester dans la Communauté.

6 novembre 1962 : modification des articles 6 et 7 en vue d'établir l'élection du président de la République au suffrage universel.

30 décembre 1963 : modification de l'article 28 fixant la date et la durée des sessions.

2 avril 1969 : proposition de création de régions et rénovation du Sénat par la modification des articles 72 et des articles 7 (alinéa 4), 20 (alinéa 3), 24, 25, 34 (alinéa 1er), 35, 36, 39, 40, 42, 45, 46, 47, 48 (alinéa 2), 59, 67,68 (alinéa 1er) et 89 (alinéas 1er, 2 et 3).

Et voilà qu'on nous demande, en cet automne 1973, de modifier à nouveau l'article 6 en vue de ramener le mandat présidentiel de 7 à 5 ans.

Cette persistance et cette continuité dans le rapiéçage de ce qui fut présenté en 1958 comme un chef-d'œuvre de cohérence nous laissent perplexes. Et ce, d'autant plus que les chantres de la veille ont été et sont les meilleurs agresseurs du lendemain. Il nous serait en effet facile de rapporter ici les déclarations des grands du régime glorifiant telles dispositions aujourd'hui jetées aux orties.

Mais pour lors, le projet qui nous est actuellement proposé doit être examiné sous deux éclairages. Le premier fera apparaître ses insuffisances, le second son action altératrice.

Les insuffisances d'abord. Elles ont toutes été signalées. Pourquoi, en premier lieu, ne pas profiter du projet de réforme pour procéder à l'élagage de notre Charte fondamentale en supprimant certaines dispositions caduques comme celles relatives à la Communauté. Il paraît, en effet, irrationnel et léger de ne pas saisir l'occasion ainsi donnée pour supprimer de nos institutions des paragraphes entiers constituant un défi à leur rigueur et à celle de notre droit.

Pourquoi aussi refuser tout amendement et, en particulier, ceux tendant à supprimer des dispositions que la majorité des Français jugent antidémocratiques ? Sur ce point, le programme commun, qui réclame la suppression ou la correction des dispositions ayant servi à l'instauration et aux abus du pouvoir personnel, préconise en particulier l'abrogation de l'article 16, la limitation du référendum et la suppression des différentes mesures empêchant le Parlement d'exercer pleinement son rôle de législateur.

Mais, nous objectera-t-on, le programme commun déclare aussi : « La durée du mandat du président de la République sera fixée à 5 ans ». Alors, pourquoi ne pas adopter unanimement cette mesure, justement proposée par l'opposition ?

On fera d'abord remarquer que l'on retrouve là le même raisonnement — et sans doute, aussi, la même stratégie — que celui employé à l'égard des socialistes lors du référendum d'avril 1972 sur l'Europe.

On soulignera aussi, et surtout, que le but recherché par le gouvernement et celui recherché par les partis de gauche sont diamétralement opposés. Si ceux-ci voient dans la diminution de la durée du mandat un moyen de réduire les pouvoirs exorbitants du chef de l'Etat, celui-là y trouve, au contraire, la façon de les affermir.

Adoptée avec les autres mesures préconisées par le programme de la gauche, la réduction de la durée du mandat présidentiel démocratise la Constitution. Introduite isolément, elle risque d'accentuer le pouvoir personnel du président de la République.

Il s'agit, en effet, de glisser dans nos institutions une technique supplémentaire du régime présidentiel. Déjà, l'élection du président de la République au suffrage universel avait altéré l'esprit de 1958. La réforme proposée le dénature un peu plus. Elle traduit, en tout cas, la volonté délibérée de confirmer un régime hybride qu'il nous est impossible — ni intellectuellement ni pratiquement — d'accepter. Pour nous, le choix est clair. Il est entre un véritable régime présidentiel ou un régime parlementaire rationnalisé. Vouloir vivre dans le même costune que celui du président des Etats-Unis tout en conservant le droit de dissolution, le poste de Premier ministre, l'article 16, la possibilité d'exercer plus de deux mandats, le recours au référendum et le non-contrôle de la constitutionnalité de ses actes est une vue subjective.

Ne se rattachant à aucune théorie générale, si ce n'est celle de l'improvisation, nos institutions présentent déjà l'aspect d'un manteau d'Arlequin. Ce n'est pas un empiècement supplémentaire, même de belle apparence, qui leur donnera meilleure allure.

Voilà pourquoi je me rangerai, lors des débats au groupe parlementaire socialiste, dans le camp de ceux qui préconiseront de voter contre le projet.

URBACONSEIL
RECHERCHE
pour renforcer son équipe
INGENIEUR
ou assimilé, formation Arts et Métiers ou équivalent si possible connaissances ordures ménagères et assainissement.
Adresser CV, photo et prétentions à Marc Valery, 3 rue de Cheroy. Paris 17e.

Chili

AU-DELA DE L'HORREUR

De tous côtés continuent d'affluer les témoignages hélas concordants sur la terreur qui règne au Chili. Chaque jour, chaque nuit des hommes, des femmes sont assassinés par la junte militaire. Le correspondant de « Newsweek », qui titre son article « Abattoir à Santiago », décrit le spectacle qu'il a eu sous les yeux : deux cents cadavres de jeunes ouvriers abattus à bout portant à la hauteur de la gorge. Il confirme que des milliers d'exécutions ont eu lieu depuis le 11 septembre et il ajoute que cela dépasse en horreur tout ce que l'on imaginait.

Un témoin qui était encore samedi à Santiago nous dit que chaque soir, après le couvre-feu de 22 h, des mitraillades éclatent dans différents quartiers de la capitale. Toutes les nuits, des minibus évacuent du Stade national des cadavres de détenus qui viennent d'être abattus. Les fouilles, les perquisitions, les autodafés de livres se poursuivent en permanence.

Il semble que plusieurs des militants anonymes qui avaient monté la garde d'honneur autour du cercueil de Pablo Neruda aient été arrêtés dans les jours qui ont suivi les obsèques du grand poète.

Les journaux aux ordres de la junte continuent à encourager la population à dénoncer, en échange de fortes primes, les dirigeants de l'Unité populaire passés dans la clandestinité. C'est de cette manière, semble-t-il, que le secrétaire général du Parti communiste, Luis Corvalan, est tombé vendredi dernier entre les mains des militaires et a été aussitôt traduit devant une cour martiale sous l'accusation de trahison et de subversion. Quant aux responsables politiques et syndicaux — dont plusieurs anciens ministres de Salvador Allende — qui ont été déportés dans les îles du Sud, on est sans la moindre nouvelle les concernant.

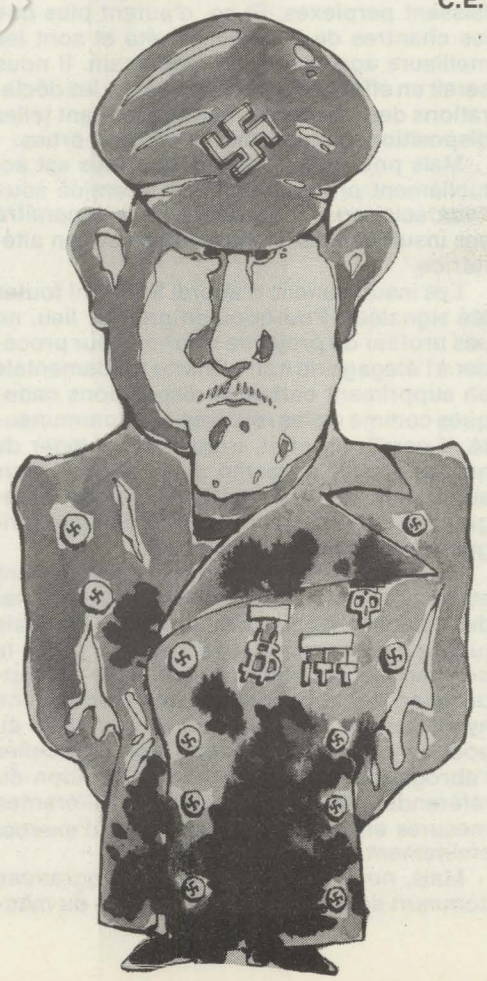
Si cette situation n'émeut guère le président de la République française, qui a tenu sur le Chili la semaine dernière des propos particulièrement choquants, de nombreux gouvernements prennent leurs distances à l'égard du pouvoir fasciste installé à Santiago. Le Vatican même s'est abstenu de tout acte formel de reconnaissance de la junte.

Dans le même temps, la solidarité au peuple chilien s'organise dans tous les pays d'Europe, où les forces de gauche ont maintenant établi une étroite liaison avec les responsables de l'Unité populaire qui se trouvaient hors du Chili au moment du putsch ou qui ont depuis réussi à quitter le pays. Plusieurs d'entre eux se trouvaient samedi et dimanche derniers à la conférence d'Helsinki qui a marqué une étape importante dans le développement de la solidarité internationale avec la Résistance chilienne. Pierre Guidoni, membre du Comité directeur, y représentait le Parti socialiste au sein de la délégation française. Il précise ici la signification de cette rencontre.

C.E.

« Solidarité avec le Chili ! » : ce cri a été, depuis le coup d'Etat du 11 septembre, celui de millions de travailleurs, de démocrates dans tous les pays du monde. Partout, les organisations démocratiques, les partis, les syndicats ont multiplié les actions, les manifestations, les collectes, les initiatives d'aide concrète à la résistance chilienne. Il était inévitable que se pose le problème de l'action à entreprendre au niveau international, que s'effectue la confrontation des idées et des expériences : c'était l'objet de la conférence internationale de solidarité au Chili qui s'est tenue à Helsinki les 29 et 30 septembre, à l'initiative d'un comité constitué par tous les partis représentés au Parlement finlandais.

62 pays et 15 organisations internationales étaient représentés. Mais force est de constater que la représentativité de ces délégations était très inégale : à part la délégation chilienne — qui comportait des représentants de tous les partis de l'Unité populaire — la délégation finlandaise, la délégation italienne (P.c.i., P.s.i., Jeunes démocrates chrétiens) et l'importante délégation française (1), les autres pays présentaient un éventail politique relativement restreint : la présence du Conseil mondial de la paix et d'autres organismes analogues ajoutait encore à l'aspect rituel et fermé de débats où s'exprimait surtout un même courant politique... C'est à cette situation que le sénateur Volodia Teitelboim, membre du Bureau politique du Parti communiste chilien, parlant au nom de l'ensemble de la délégation chilienne, devait faire allusion dès le début des travaux, concluant son intervention par ces mots significatifs : « Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de monopole de l'action de solidarité au Chili. »



C'était exactement le sentiment, unanimement exprimé, de la délégation française. Au nom de l'ensemble des organisations qui la composaient, Guy Gennesseaux donna lecture d'une déclaration rédigée en commun, disant notamment : « La lutte n'est pas terminée. Nos camarades chiliens présents ici en témoignent. La résistance chilienne s'organise sous mille formes dans l'unité. Elle porte plus que jamais les espoirs du peuple et des travailleurs du Chili. Elle demande l'entière solidarité des forces ouvrières et démocratiques de tous les pays...

« C'est pourquoi nous estimons nécessaire que les participants à la conférence s'emploient, comme nous le faisons déjà chez nous, à rechercher les formes les plus efficaces de solidarité concrète répondant à l'appel des forces populaires du Chili contre l'oppression et la dictature ; de notre point de vue, il importe au plus haut point de faciliter la convergence des diverses actions déjà engagées. Car nous, qui avons déjà trouvé le chemin de l'action commune, connaissons la valeur de l'union.

« Enfin, nous ferons tout pour que des forces, qui ne l'ont pas encore fait, s'engagent dans une action qui, face à la terreur sanglante, dépasse de très loin les intérêts partisans ».

Convergence des initiatives

Les Italiens, les Belges, les Anglais, exprimèrent des sentiments analogues en insistant sur la nécessité s'assurer la convergence des initiatives — notamment avec les partis membres de l'Internationale socialiste qui, pour la plupart, étaient absents d'Helsinki, mais dont beaucoup sont, depuis le début, au premier rang des actions de solidarité — et d'élargir l'action à des organisations non encore engagées dans la lutte et, en particulier, aux milieux chrétiens. C'est ce point de vue qui devait finalement prévaloir. La conférence n'a pas retenu les propositions — traduisant une conception étroite, opposée aux vœux des Chiliens eux-mêmes — d'institutionnaliser, par la création d'un comité permanent, ce qui devait rester une simple étape dans le développement du mouvement international de solidarité. Hors séance, on commentait favorablement une proposition franco-italienne soutenue par les Chiliens : convoquer à Rome, dans les délais les plus brefs, une conférence internationale large, diversifiée, où tous les courants de l'opinion démocratique décidés à soutenir la résistan-

ce chilienne seraient pleinement représentés.

Isabel Allende parle

Durant l'ensemble de ces débats, il est important de le noter, s'est manifestée une totale identité de vue entre la délégation française et la délégation de l'Unité populaire chilienne. A la seconde de ces réunions, la présence d'Isabel Allende, fille du Président assassiné, devait donner une signification particulièrement émouvante. Elle venait d'intervenir devant la conférence, racontant simplement les derniers moments de celui qu'elle n'appelle jamais autrement que « le grand président du Chili, le camarade Salvador Allende », avant d'ajouter, dans un murmure : « ... mon père. » Elle avait parlé des massacres, des tortures, de la longue nuit qui s'ouvre pour le peuple chilien, de la longue lutte qui commence. Lorsqu'elle se tut, une voix calme et grave s'élève, prolongeant, soulignant l'appel qu'elle venait de lancer : c'était, enregistré, coupé par le bruit des explosions et des rafales de mitraillettes, le dernier discours de Salvador Allende, dans la Moneda bombardée. (2)

Le lendemain, dans un grand meeting, Isabel Allende devait reprendre la parole. Brune et frêle, devant une immense salle de jeunes Finlandais blonds, paisibles, si loin des horreurs de la guerre civile, elle se dressait comme le symbole vivant de la résistance chilienne. Et quand elle leva le poing, pour crier, malgré tout, malgré la junte, malgré la mort, le « Venceremos » vengeur de l'Unité populaire, elle semblait soudain invincible.

Isabel Allende a été invitée par la délégation française à se rendre à Paris. Elle sera parmi nous dans quelques jours : nous sommes sûrs que l'accueil des travailleurs et des démocrates de notre pays sera à la mesure des immenses efforts de solidarité déjà entrepris. A la mesure, également, des espoirs que nos camarades chiliens mettent dans une action internationale dont Helsinki a été une étape utile et importante, et qu'il s'agit maintenant de développer et d'élargir sans cesse, jusqu'à la victoire du peuple du Chili sur ses oppresseurs et ses bourreaux.

PIERRE GUIDONI

(1) Pierre Guidoni représentait le P.s., Roland Leroy et Georges Fournial le P.c.f., Guy Gennesseaux, les radicaux de gauche, Louis Astre et Lasserre la F.e.n., Schaeffer et Julis la C.g.t., Albert Detraz la C.f.d.t., Jacques Madaule et Régis Debray assistaient également à la conférence.

(2) « L'Unité » a publié le texte de ce discours dans son numéro de la semaine dernière.







Argentine

L'IMBROGLIO PERONISTE

A peine élu à la présidence de la République argentine, Juan Peron a rencontré le drame. Un de ses amis les plus sûrs, José Rucci, secrétaire général de la C.g.t., a été abattu en plein jour dans une rue de la banlieue de Buenos Aires, malgré la présence de plusieurs gardes du corps. Le lendemain, un des dirigeants de la Jeunesse péroniste, Enrique Grinberg, était à son tour assassiné dans les mêmes conditions.

Qui est coupable ? C'est l'E.r.p., l'Armée révolutionnaire du peuple— un groupement d'extrême-gauche qui fait parler de lui depuis plusieurs années — qui a tué Rucci, affirme la police. L'E.r.p. dément. Alors ? Provocation ? Règlement de comptes entre tendances péronistes ? L'arrivée au pouvoir d'Hector Campora, le 11 mars dernier, et l'amnistie qui avait suivi ce premier succès des péronistes avaient entraîné une trêve après une série d'attentats et d'enlèvements qui faisaient de l'Argentine un pays aussi peu sûr pour les hommes politiques et les dirigeants industriels que l'Uruguay voisin. Dès le retour de Peron, le 20 juin, une fusillade, au cours de laquelle 120 personnes avaient péri, soulignait la fragilité de l'accord. La mise hors-la-loi de l'E.r.p., la semaine dernière, a rouvert le cycle de la violence.

Cependant, qui pourrait douter de l'ampleur du succès de Peron ? 7 331 249 voix, soit 61,85 % des suffrages exprimés. Le rival le plus sérieux, le radical Ricardo Balbin, n'en a obtenu que 2 905 235, soit 23,34 % et le troisième homme, le conservateur Francisco Mairique, 1 445 981, soit 12,11 %. Dans plusieurs provinces, Peron dépasse les 70 %. Dans le capitale il frôle les 65 %. Juan Peron ? Oui, mais aussi Isabel Peron, sa troisième épouse, une ancienne danseuse de ballet folklorique, connue pendant les années d'exil. Elle a 42 ans, elle est belle, elle est passionnée. La voici « vice-président » d'un vieillard de 78 ans ayant eu plusieurs malaises cardiaques. Vice-président, c'est-à-dire chargé, selon l'article 75 de la Constitution, d'exercer « en cas de maladie, absence de la capitale, mort, renonciation ou destitution du Président, le pouvoir exécutif ». Ce qui n'est pas du goût d'une partie de l'état-major péroniste, mais semble satisfaire un électorat encore charmé par le souvenir d'Evita, la compagne de la première expérience du pouvoir.

Les choses sont ainsi. Une sorte d'illustration d'un sujet de théâtre, qui pourrait s'intituler « Mythes et réalités ». Depuis la date historique du 17 octobre 1945, célébrée par le péronisme comme une véritable fête nationale, des millions d'Argentins vivent peut-être un rêve. A ce niveau de continuité, le rêve est bien une réalité politique, même lorsque l'autre face de cette réalité est dessinée par les attentats et la crise économique.

Tout a commencé en fait, le 4 juin 1943, par un coup d'Etat militaire qui renverse l'équipe réactionnaire au pouvoir depuis quinze ans. Parmi les conjurés, un obscur colonel, Juan Peron, est nommé secrétaire d'Etat au Travail et à la Prévoyance sociale. La fonction lui servira de tremplin : hausse des salaires, réduction de la durée du travail, mois double en fin d'année, en font l'idole des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. Lorsque, jaloux de sa popularité, ses complices du coup d'Etat le destituent et le jettent en prison, la foule de Buenos Aires descend dans la rue et, devant une police complice, prend sa Bastille : la prison de Peron. Le 17 octobre 1945. Un véritable Quatorze Juillet.



Obsèques de José Rucci.

L'année suivante, Peron est président de la République et crée le « justicialisme », qui — admirons les formules — a pour « finalité suprême... le bonheur du peuple et la grandeur de la nation par le moyen de la justice sociale, de l'indépendance économique et de la souveraineté politique, en harmonisant les valeurs spirituelles avec les valeurs matérielles et les droits de l'individu avec les droits de la société ». Dans la pratique, le nouveau Président se prononce pour l'autarcie économique, lance un Plan quinquennal, nationalise la Banque centrale et le commerce extérieur, développe — avec l'aide d'Evita — l'aide sociale, dénonce l'influence américaine, proclame l'isolationnisme de l'Argentine. Et brise toutes les oppositions.

Tout paraît possible : le monde a besoin, au lendemain de la guerre, de blé et de viande. Et l'Argentine en regorge. Mais ce temps heureux ne dure pas et le déficit du commerce extérieur entraîne l'inflation. Peron est contraint, à l'intérieur, à une politique d'austérité qui détourne de lui beaucoup de travailleurs ; à l'extérieur, à la recherche de capitaux américains qui éloigne de son régime les « patriotes ». Le 16 septembre 1955, l'armée chasse Peron, qui s'enfuit au Paraguay. Le Parti justicialiste est interdit. On croit que tout est fini. Tout commence.

La junte militaire porte au pouvoir le général Aramburu, un « modéré », qui s'attache à rétablir la démocratie. En 1958, les militaires estiment l'heure venue de la légalité constitutionnelle et les élections portent au pouvoir le radical Frondizi. Il tiendra quatre ans. L'inflation, provisoirement jugulée, reprend de plus belle et le Président,



pour se concilier les syndicats dans lesquels se sont réfugiés les péronistes, autorise ceux-ci à présenter des candidats aux élections de 1962. Leur succès entraîne une réaction de l'armée, qui dépose Frondizi, remplacé par le président du Sénat. Sa présence au pouvoir sera marquée par une crise ministérielle permanente — 150 ministres en dix-





Isabel et Juan Peron.



huit mois — et par deux tentatives de putsch militaire, brisées par l'homme fort de l'armée de Terre, le général Ongania. Celui-ci organise une élection présidentielle, qui est gagnée par le radical Illia. L'inflation et le chômage — 700 000 chômeurs sur neuf millions de personnes actives — permettent au mouvement péroniste d'effectuer une remontée spectaculaire. Malgré l'échec d'une première tentative de Peron de revenir en Argentine en décembre 1964, quatre mois plus tard son parti obtient un tiers des suffrages aux élections législatives.

Or, le péronisme s'est « gauchi ». Il se présente aux élections tantôt sous l'étiquette d'Union des gauches, tantôt sous celle de l'Union populaire. Ses dirigeants ne croient plus beaucoup au retour du « lider », dont le mythe, dans un confortable Sainte-Hélène madrilène, le sert plus qu'une présence effective. Ils contrôlent la majorité de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre et, refusant toute « collaboration de classe », assurent la défense de toutes les revendications, sans réserves. Ainsi l'armée, estimant qu'elle n'arrivera à rien avec des intermédiaires civils, intervient une fois encore en 1966 et porte au pouvoir le général Ongania, qui annonce qu'il lui faudra dix ans pour transformer le pays, rénover les « vieux partis » et mettre de l'ordre. L'expérience paraît si solide et si durable que le péronisme connaît une crise sérieuse : la C.g.t. éclate en deux fractions. Une majorité — forte des grands syndicats de la métallurgie, du textile, du pétrole, de la construction et de l'électricité — adopte ouvertement le slogan du « péronisme sans Peron » et se prononce pour le dialogue avec le gouvernement ; et, d'autre part, une minorité — appuyée sur les syndicats des téléphones, des mines, des chemins de fer, des dockers, de l'industrie chimique et des sucreries — reste dans l'opposition et se rapproche du clergé progressiste.

En mai-juin 1969, un vent de révolte passe sur l'Argentine. Des émeutes universitaires aboutissent à une grève générale massivement suivie. Le gouvernement Ongania réagit vite et fort. Le chef de la minorité syndicale, Raimundo Ongaro, est emprisonné. Un groupe non identifié assassine Augusto Vandor, leader de la C.g.t. majoritaire. L'état de siège est proclamé. Le gouvernement prend alors en main la réunification syndicale, qu'il réussit. Avec, ensuite, comme seul résultat de voir se dresser contre lui la nouvelle centrale qui, en 1970, organise des grèves.

La situation se détériore rapidement : dans les villes apparaissent, pour la première fois en Argentine, des « guérilleros » sur le modèle des Tupamaros urugayens ; dans les campagnes, pour la première fois également, la paysannerie se dresse contre le régime ; le ministre de l'Agriculture, solidaire des organisations syndicales agricoles, donne sa démission. Le sort du président Ongania sera vite réglé. Le 29 mai 1970, le général Aramburu est enlevé et assassiné, alors qu'il paraissait un recours modéré en face de la dictature Ongania. Le 10 juin, la junte militaire dépose son ancien chef et désigne comme président le général Levingston, qui était attaché militaire aux Etats-Unis.

Le nouveau coup d'Etat ne résoud rien. Terrorisme révolutionnaire et contre-terrorisme s'opposent en toute impunité dans les rues des grandes villes argentines. La situation sociale se dégrade à la suite d'une hausse accélérée du coût de la vie — 10 % en moyenne par mois au début de 1971 — et de l'effondrement du marché de la viande. De nouvelles émeutes éclatent à Cordoba et la junte se décide, une fois encore, à intervenir : elle dépose le général Levingston le 22 mars 1971 et le remplace par le général Lanusse, commandant en chef de l'armée de Terre.

Visage de gauche

Celui-ci est résolu — avec l'aide d'ailleurs d'une majorité de l'armée échaudée par une succession d'expériences malheureuses — à rétablir un régime civil et démocratique. Il esquisse un rapprochement avec Peron en rendant à celui-ci le corps d'Evita, caché par l'armée depuis 1955. Geste qui a un effet spectaculaire sur les masses péronistes. Lanusse annonce des élections présidentielles pour 1973, brise par la force un putsch militaire d'extrême-droite et réprime dans le même temps l'action des mouvements révolutionnaires d'extrême-gauche. Mêlant la violence et l'astuce, le général Lanusse réussit à atteindre l'année 1973 sans avoir cédé un pouce sur ses intentions premières et à organiser, en mars dernier, des élections où l'emporte le plus fidèle des péronistes, le Dr Hector Campora. Pour maintenir l'équilibre, la junte avait en effet interdit à Peron d'être candidat, tout en se doutant bien que le nouveau Président n'aurait qu'un rôle de transition.

Ce fut le cas. Le péronisme nouvelle manière tente et réussit la coalition de la plus grande partie des forces qui bougent en Argentine. Le Parti communiste, par exemple, après 27 années d'interdiction, retrouve le droit à l'existence légale et décide à son 14e congrès, en août dernier, de soutenir Peron, qui l'avait interdit lors de son premier passage au pouvoir. Les gauchistes eux-mêmes se rallient, provisoirement, pour la période de préparation des élections qui doivent aboutir au triomphe du général. En réalité, celui-ci paraît avoir pris résolument le parti de donner à sa nouvelle expérience un visage de gauche, dénonçant avec force l'impérialisme américain, marquant sa sympathie pour le gouvernement péruvien et, avant sa chute, pour l'Unité populaire chilienne, promettant enfin dans son programme la satisfaction des revendications ouvrières et le respect des règles démocratiques.

Rarement retour apparaît aussi réussi. En fait, l'Argentine a découvert qu'on ne pouvait pas gouverner durablement contre ou sans Peron. Il lui reste à savoir si elle peut vivre avec Peron. Car celui-ci doit affronter trois difficultés : la situation économique, la violence, et la réalité du contenu politique de son propre succès.

La situation économique de la République argentine peut se résumer de la façon suivante : l'augmentation du coût de la vie oscille entre 30 % et 40 % par an depuis dix ans ; le déficit budgétaire croît de 25 % par an et « couvre » 30 % du total des dépenses ; 90 % des exportations sont constituées de produits agricoles et la

→

L'imbroglio péroniste

balance du commerce extérieur subit, d'une année à l'autre, les fluctuations de la demande et des conditions climatiques ; l'industrie, qui a connu un développement accéléré depuis dix ans, est dominée par les capitaux étrangers (sur les dix plus grandes entreprises, sept au moins sont américaines) ; en 1971, le gouverneur de la Banque centrale pouvait constater que l'Argentine était au bord de la cessation de paiements, ce qui reste aujourd'hui toujours vrai ; l'agriculture reste arriérée, de faible rendement, avec un gaspillage des terres et une mécanisation insuffisante.

Pour justifier l'espérance des Argentins, il faut pouvoir investir, c'est-à-dire trouver des capitaux. Sur place ? Juan Peron obtiendra-t-il des syndicats le concours nécessaire, alors que le péronisme a assis son succès sur la promesse de donner d'immédiates satisfactions ? A l'étranger ? Qui, sinon les Etats-Unis ?

La violence a repris, on l'a vu, et l'interdiction de l'E.r.p. en promet, pour une durée indéterminable, le développement. On voit mal la C.g.t., dans ses éléments les plus décidés, ne pas réagir alors que José Rucci est son troisième secrétaire général assassiné en quatre ans.

Le péronisme recueille des suffrages qui vont de l'extrême droite à l'extrême gauche, en combinant la revendication sociale et le nationalisme. Le vieux Président, qui n'a plus la fougue des années quarante, envisagerait de bâtir un gouvernement d'union nationale qui, en s'élargissant aux vaincus des élections du 23 septembre, masquerait les divergences de courants du justicialisme. L'entreprise est peut-être possible, devant la gravité de la situation et compte tenu de l'autorité acquise par Peron dans ce qui a été un véritable plébiscite. On peut, en revanche, douter de la durée d'une telle expérience.

Car le péronisme, s'il a donné à la classe ouvrière argentine une organisation et une conscience, a masqué les contradictions d'une société dans laquelle, comme ailleurs, les intérêts du monde du travail ne coïncident pas avec ceux du capital. A ses débuts, le justicialisme fut reconnu par beaucoup comme une variante du fascisme, né après l'effondrement de celui-ci en Europe et par conséquent édulcoré. Aujourd'hui, et après la destruction de l'Unité populaire chilienne, certains veulent voir en lui un des rares mouvements de gauche encore en place en Amérique latine. Ce qui est pour le moins hasardeux : la première décision de Peron est inquiétante. Il s'agit en effet d'une « guerre ouverte aux organisations de gauche », d'une « répression du marxisme ». Et mettant ses ordres en pratique Peron a limogé le recteur de l'université de Bueno Aires, interdit toute critique publique à l'égard de son parti, décidé la création d'un réseau « d'information » pour étendre à tout le pays la « lutte contre le marxisme ».

CLAUDE FUZIER

A qui la faute ?

Il y a un léger mieux. En août il n'y eut « que » 1 405 morts sur les routes. Contre 1 439 en 1972. Soit 34 de moins. C'est peu. Mais c'est déjà beaucoup. Surtout qu'il n'y a eu que 31 374 blessés au lieu de 34 167 en 1972. Ces chiffres sont les meilleurs que la France ait connus depuis 1968. Mais aujourd'hui le Pouvoir renvoie la balle dans le camp des usagers et dégage ainsi sa propre responsabilité. Il occulte à bon compte des problèmes fondamentaux non résolus comme l'état lamentable du réseau routier, la qualité décroissante pour une vitesse croissante des automobiles du réseau des transports en commun.

Qui est responsable ? Au moment où s'ouvre le Salon de l'auto le dossier reste ouvert. Le Pr Tunc, professeur à la faculté de Droit à Paris, y verse des pièces explosives et qui vont à l'opposé de la doctrine officielle. Sa théorie, déjà mise en pratique aux Etats-Unis — dans l'Etat de New York, notamment — concerne surtout la responsabilité civile, c'est-à-dire l'indemnisation des victimes de la circulation. Elle est fondée sur la confusion qui règne dans le domaine de la circulation entre la notion de « faute » et celle « d'erreur », et elle aboutit à une indemnisation automatique de toutes les victimes. Pour le Pr Tunc, en effet, le premier et sans doute le seul responsable des accidents, c'est la circulation elle-même.

D'un point de vue historique, dit-il, la notion de la responsabilité s'est formée à partir de la notion de faute, c'est-à-dire sur des comportements dont nous portions la responsabilité morale, résultant en général d'une décision prise. Mais nous sommes ici en présence d'accidents. Qu'est-ce donc qu'un accident, sinon un événement malheureux et essentiellement fortuit ? Nous sortons donc complètement du cadre dans lequel s'est formée la notion de responsabilité.

Une erreur tous les 3kms

L'accident de la circulation peut être intégralement fortuit ; c'est rare. La plupart du temps il existe un facteur humain que nous appelons « faute ». Qu'est-ce donc alors que la faute ? Le comportement que n'aurait pas eu un bon père de famille ?

En 1962, l'Organisation mondiale de la santé publie une enquête au terme de laquelle il apparaît que le « bon » conducteur commet en moyenne une erreur tous les 3 km. A Washington, la capitale fédérale américaine, ville pourtant rationnellement dessinée avec des axes nord-sud, est-ouest et seulement quelques avenues en diagonale, la police a filmé un certain nombre de conducteurs. Puis elle a fait un tri : d'un côté, ceux qui n'ont eu aucun accident dans les quatre dernières années ; de l'autre, ceux qui en ont eu au moins deux dans le même laps de temps. En moyenne, le « bon » conducteur commet neuf erreurs. Le mauvais conducteur en commet onze en cinq minutes. La différence est mince.

Ce qui signifie en clair que l'erreur est inhérente à l'homme. Que l'on ne peut pas agir sans commettre constamment des erreurs. Reste à passer de l'erreur à la faute !

L'American Insurance Association, la plus importante fédération d'assurances américaine, a publié ses statistiques : en cas de collision automobile, on ne décèle de fautes que dans moins de 5 % des cas. Même lorsqu'un automobiliste quitte la route seul, fonce sur un mur, tombe dans un fossé, on ne trouve de faute que dans moins de 10 % des cas.

Mais plus que le conducteur, le piéton est en première ligne dans cette guerre de la circulation. Et la jurisprudence est constante : imaginez un vieillard qui fait une fausse manœuvre en traversant une rue. Il avance, puis pris de panique revient brusquement sur ses pas, est fauché par une voiture. Si sa responsabilité est engagée, il ne recevra aucune indemnité pour le dommage corporel qu'il aura subi ! A-t-il commis une faute, ou simplement une erreur due à son grand âge ?

Tous les jours, 50 morts, 1 000 blessés, un quart des victimes ne reçoivent rien. Pourquoi ? Parce qu'elles ont eu un mauvais réflexe, un moment d'inattention. Et que les assurances françaises décident qu'ils sont en faute.

Reste la prévention. Sur ce chapitre, le Pr Tunc est sceptique. Tout en reconnaissant la nécessité de sanctions — de 5 à 10 % selon les statistiques — lorsque la « faute » est patente, il rappelle qu'il s'agit d'exceptions à la règle. Car, dit-il, « nous appliquons des sanctions proportionnelles à la gravité de l'accident, mais qui n'ont aucun rapport avec la gravité de la faute que nous avons commise ».

Pour les assureurs américains, soucieux avant tout d'efficacité, la règle aujourd'hui est la suivante : 5 % des accidents résultent de fautes, ne perdons pas notre temps pour ces 5 % des cas, nous gagnerons de l'argent à indemniser sans contestation.

Il reste qu'il faut avant tout tenter d'éliminer les « fautes ». Comment est-ce possible ? Le département des transports aux Etats-Unis a publié sur le sujet une étude en 26 volumes, d'où il ressort qu'il faut avant tout améliorer l'automobiles et les routes.

Inutile de préciser que les thèses du Pr Tunc rencontrent en France de nombreuses résistances, la plupart d'ordre économique, voire corporatiste. Que deviendront les plaideurs, dans la perspective de l'indemnisation automatique et selon un barème pré-établi ? Et les assurances ? Ne faudra-t-il pas poursuivre l'œuvre de nationalisation déjà entreprise dans ce secteur ?

En un mot, c'est sans doute vers une socialisation intégrale du risque de la circulation qu'il faut aller. Avec assurance.

MAURICE SEVENO

(Suite du dernier numéro.)































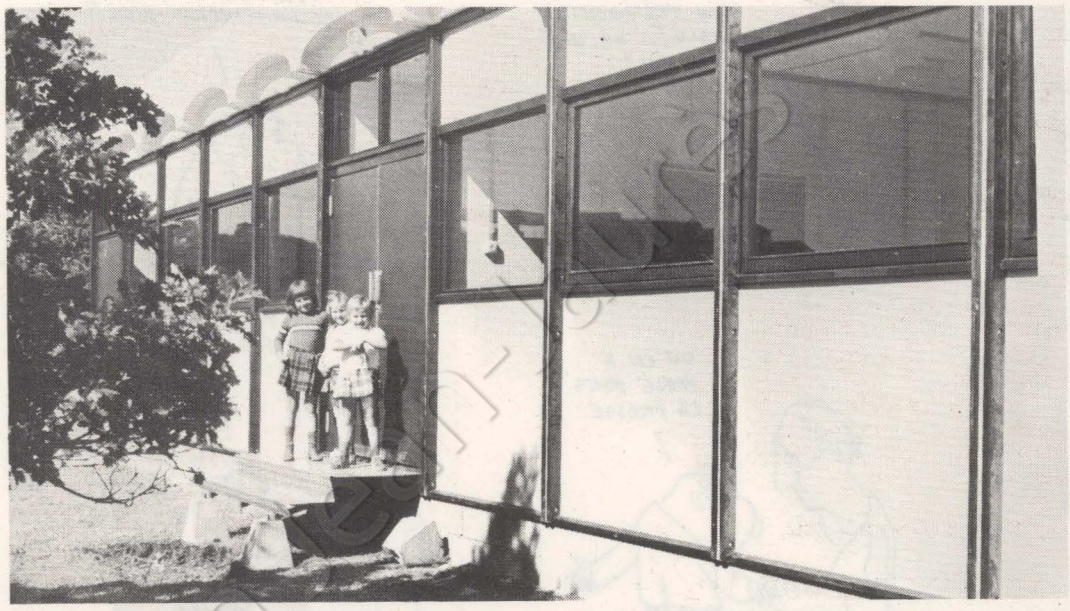
et soyez prêts à participer à la grande campagne d'abonnements spéciaux à l'Unité qui démarre vendredi prochain 12 octobre.

Collection Jean-Jaurès

L'ECOLE DU LARZAC

Aujourd'hui, on fait la classe sur le plateau du Larzac. C'est le 4 octobre 1973. Une école — des plus légitimes — accueille les enfants de la maternelle au cours moyen. Une institutrice, Mme Laurent aura les 12 petits. Jacques Redi fera la classe aux plus grands : dix élèves pour le cours élémentaire 1re année, trois pour le C.e. 2. Et, pour le cours moyen, il n'y aura pas de problème : cinq élèves en 2e année, un seul en 1re année. Ces deux instituteurs nommés par l'Education nationale ne sont pas encore titularisés, mais choisis « spécialement » par l'académie. Rien de plus normal, pour ces enfants, que d'être rassemblés au plus proche de leur domicile, alors qu'ils passaient le tiers de leur temps en transport, en étude, ou devant les portes closes des écoles primaires de Millau, tôt le matin. Et la création de cette école est d'autant plus paradoxale que la plupart des écoles rurales sont désertées. D'autant plus invraisemblable lorsque l'on entend dire que le Larzac n'est qu'une steppe invivable, quand un ministre de la Défense nationale a pour obsession l'extension d'un camp militaire. Mais les « indigènes » du Causse ont déjà témoigné de leur existence. Leurs brebis révélaient la vie économique. Leurs enfants prouvent la réalité démographique.

Et l'école préfabriquée posée — par principe — par la préfecture à quelques mètres à l'extérieur du périmètre supposé du camp est plus qu'un symbole. C'est une revanche.



Il y a 15, 20 ans que la vieille bâtisse de l'école de Saint-Martin, puis celle de Pierrefiche avaient été abandonnées. Les paysans partaient. Comme dans tout l'Aveyron. Comme partout en France. Quelques jeunes sont revenus au pays après 1958. Ils ont adapté la mécanisation à leurs terres, intensifié les productions fourragères, amélioré leur matériel de traite, les problèmes du gardiennage. Ils ont « fait » de la brebis intensive en utilisant l'agriculture de groupe. Et le désert du Larzac, les terres arides et calcaires du Lavezou et du Segala, où poussent quelques herbes rases et sèches, se révèlent être des terres « riches ». Et, à côté des terrains « privés », les « parcours » — terres communales — représentent 25 % de la production fourragère. Ce sont ces « parcours » qui nourrissent, de juin à décembre, les 17 000 brebis laitières. Production directement liée à l'industrie « montante » de Roquefort. Alors même que la région n'a pas échappé à la diminution de sa population active, la collecte du lait s'y est accrue de 72% en 12 ans. Toutefois, cette population « active » fait apparaître l'importance de la fraction « jeune » : la moyenne d'âge des chefs d'exploitation est de 35-36 ans.

« A la débrouille »

Qu'ils s'appellent Pierre Robelin, 7 ans — qui décampait de Beaumescure à 5 h 30 du matin — Catherine ou Marie-Hélène Burguière, ou Guiraud de la Blaquière, ou Fauchot ou Marion Courtin, ils rentraient à 7 heures le soir, à moitié endormis dans les cars du « ramassage ». C'est que le même car transportait les élèves du primaire et ceux du secondaire. Mais les heures de rentrée, de sortie ne coïncidaient pas. Alors, les petits attendaient. Sans surveillance, le matin. Il a fallu plusieurs mois pour qu'ils aient la permission de se mettre à l'abri. La cantine, c'était « à la débrouille ». Chez des amis. Ou sous la garde d'un plus grand.

Ainsi l'idée de l'école a-t-elle percé. Et les parents d'élèves s'y sont attaqué dès février-mars. Mais si les enfants du Larzac sont comme tous les autres enfants, leur terre n'est pas tout à fait la même. Marquée d'une croix rouge sur la carte, elle se défend, joue la solidarité. On a recruté, inscrit les petits. Plus de 10 d'entre eux sont prêts à quitter l'école Sainte-Bernadette — une école libre — de La Cavalerie. Parce qu'au-delà des traditions, « on fait de la politique ». Et on sait bien sur le plateau, que le curé de La Cavalerie est « pour les militaires. »

Aidé par ses défenseurs — la Fédération des parents d'élèves de Millau et son président, Maurice Pipien — le dossier est prêt. La demande de réouverture de l'école de Saint-Martin-du-Larzac est aussitôt adressée à l'inspecteur départemental de l'Education nationale. Mais Saint-Martin est un point stratégique — toujours le camp. Provocation ! Alors le lieu, on le discutera plus tard. Et le dossier suit son cours... jusqu'en mai. «Officieusement» au courant, la municipalité U.d.r. de Millau ne bronche pas.

Enfin, au début de juin, l'inspecteur primaire de Millau expédie le dossier à Rodez avec « avis favorable ». Mais, en cette fin d'année scolaire, le dossier reste en attente... On parle de révision de la carte scolaire départementale. On dit : oui, pas de problème, mais... Il n'y a aucune raison pour que cette école ne se fasse pas, attendez, l'inspecteur d'académie est intérimaire... Il ne prendra pas de décision. Les vacances sont toute proches. Et, tous les quinze jours, les parents du Larzac téléphonent...

Ils savent que seul le recteur d'académie a le pouvoir de décider la création de classes nouvelles. Mais le préfet n'a-t-il pas droit de regard sur tous les dossiers ? Un dossier « Larzac » sur le bureau du préfet est un dos-

l'unité

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

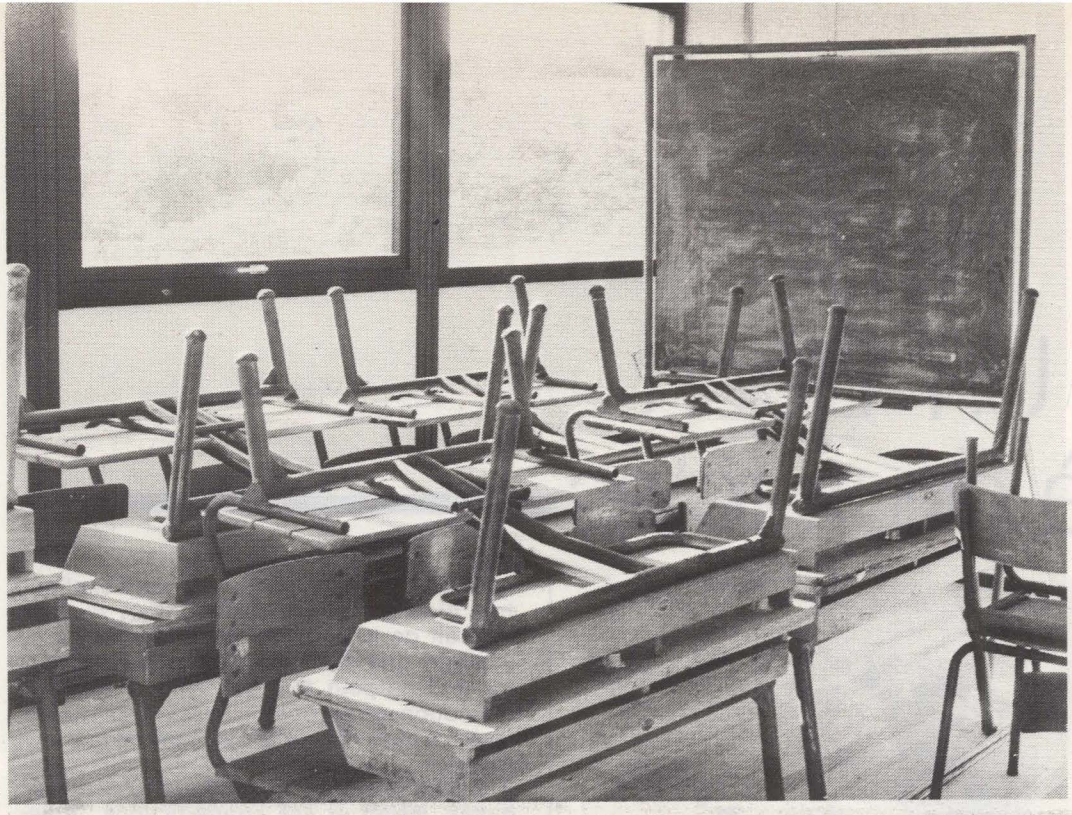
REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.



sier brûlant. Mieux vaut retarder. Et c'est déjà les grandes vacances.

Les zélées lenteurs administratives inquiètent les parents. Les problèmes matériels, pas du tout. Ils cherchent des fabricants, font faire des devis : l'école peut être montée en septembre. Le matériel, c'est la municipalité de Bondy, dans la région parisienne, qui le propose. Par connaissances, par solidarité, tout peut se faire sur le plateau.

« Ah ! si Fanton... »

Septembre : les bruits circulent. Gabriac, le député-maire n'est plus « bien vu » au ministère. Il n'a pas réussi à faire taire le Larzac. La consigne est à l'indifférence : une école là-haut, est-ce bien indispensable ? Judicieux ? Habile ? Mais ces paysans n'offrent-ils pas là au maire son siège de conseiller général ? Il saisit sa chance : il réalisera l'école du Larzac.

Le 4 septembre, la commission paritaire annonce la création de l'école. A condition toutefois qu'elle soit située en dehors de la zone « réservée ».

L'emplacement idéal, c'est Potensac. C'est un terrain communal, plat, aux accès goudronnés. Une citerne de réserve d'eau prête à être utilisée. L'électricité en place. C'est au milieu des arbres. On cherche vite les plans, le cadastre : Potensac est « sur » le périmètre interdit. Juste à la limite. Pas de dérogation. L'école sera de l'autre côté de la N 9. Pas très loin de la décharge publique. Mais les vents dominants chasseront la fumée. Il n'y a pas d'électricité, pas de citerne, pas d'accès. Comme le dit un paysan, ne pas trouver un terrain sur le Causse, « faut le faire, tout de même ». Pour les parents, l'essentiel n'est pas là. Ils ont dépassé depuis longtemps les « positions de principe », ils marquent à nouveau un point.

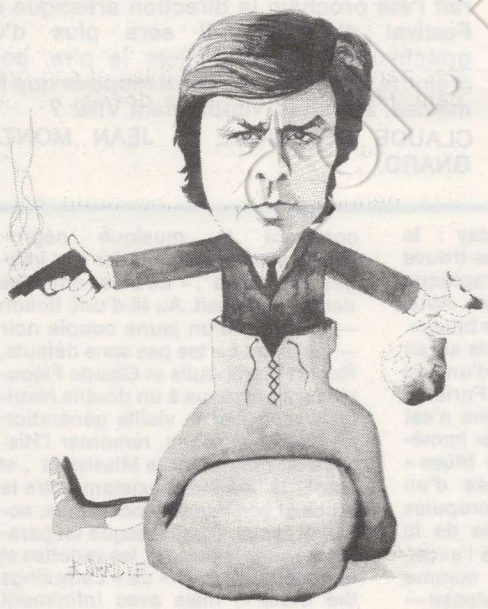
Leur école s'est montée en quatre jours. Il y avait au moins 15 ouvriers à faire des tranchées, à monter les pylônes, à ratisser. « Vous avez vu, dit Louis Fourcadier, adjoint au maire, un « apolitique » élu sur la liste U.d.r., responsable des services de l'enseignement à Millau. Vous avez vu notre école ? Les petits auront même la cantine. L'école a été demandée par les parents d'élèves du plateau parce que le ramassage scolaire vers La Cavalerie et vers Millau présentait des difficultés. Quant aux plus jeunes, ils ne pouvaient bénéficier de la maternelle. C'est excellent pour ces jeunes enfants. D'ailleurs, il y a pas mal de jeunes agriculteurs sur le plateau. Mais, entre nous, ils avaient l'intention de créer une école sauvage... Ils avaient même envisagé l'achat d'une baraque préfabriquée... Oh ! la position de la municipalité est bien inconfortable. Nos motions de synthèse à propos du camp nous ont valu le désaccord de tous. Demain, Gabriac ne sera pas réélu ». Et le lendemain Jean Gabriac, conseiller général sortant U.d.r., ne fut pas réélu.

« Ah ! si Fanton n'était pas venu crier sur tous les toits l'extension du camp militaire, il y a quelques années, les paysans auraient accepté de partir avec quelque argent. Maintenant, ils font de la spéculation foncière. Voyez ! »

En effet, on voit : le Larzac vit. Qui plus est : gaiement. Avec, depuis le 4 octobre de jeunes enfants qui crient dans un champ là où une immense pancarte indique en lettres rouges : « Ici commence le Larzac ».

JOSETTE BARBIER

Les poings sans les roses



C'est curieux, la boxe : 48 heures avant que Jean-Claude Bouttier tienne 12 rounds devant Carlos Monzon et se fasse massacrer dans les trois derniers, son matchmaker, Alain Delon, allait témoigner devant un juge d'instruction au Palais de Justice de Versailles. Une longue audition de 3 heures dans une affaire embrouillée à souhait : l'affaire Markovitch.

C'est vraiment curieux, la boxe. Autour du ring où un Bouttier courageux s'inclinait devant un Carlos Monzon encore royal, des policiers de toutes sortes suivaient le spectacle. Pas celui du ring, mais celui de la salle. Les hommes du B.c.r.d., la « brigade de contrôle et de recherche des délinquants », laissaient traîner avec application leurs regards sur les premiers rangs du public. « Une soirée de boxe est une véritable revue de détail du gangstérisme parisien », expliquait un policier très occupé ce soir-là.

Décidément, la boxe est un curieux mélange. Prenons par exemple Jean Bretonnel, l'entraîneur, l'homme de confiance de Jean-Claude Bouttier. C'est un vieil habitué des rings. Il eut par exemple comme poulain Robert Langlois, à qui il fit faire une campagne américaine. « L'ancien champion normand décide un jour de parler. La presse locale recueille un début d'aveu sur les truquages de sa carrière aux Etats-Unis. Jean Bretonnel, son ancien manager, prend immédiatement la route de Pont-Audemer. Langlois met fin à ses aveux. « Monsieur Jean » a écrasé la mèche qui portait une flamme surprise vers un fameux tonneau de poudre. On sait que ce pauvre Langlois ne parlera plus jamais. Traumatisé, sombrant dans l'alcoolisme, glissant vers un état de totale déchéance, il est mort à 47 ans. »

Ce milieu, il a un nom : le « boxing business ». Et un journaliste, Roland Passevant, chef des services sportifs de « l'Humanité », a entrepris de raconter ses histoires, ses combines, ses petits loufiats et ses gangsters (« Boxing business », aux Editeurs français réunis). Une histoire où les boxeurs sont toujours perdants, où ils encaissent les coups lorsque les autres encaissent les bénéfices. Où l'on meurt trop souvent à 40 ans, ivre de coups, de déchéance morale et physique. Mais les matchmakers, comme les généraux, meurent, eux, dans leur lit.

Ils sont la plaie de la boxe, sa honte. Et, pour quelques dizaines de milliers de francs de plus, ils organisent des combats-bidon, s'acoquinent parfois à la Mafia, font lutter les boxeurs malades et les escroquent. Pour eux, la boxe, ce sont des affaires ; et les boxeurs, des placements.

Raison de plus pour lire le livre de Roland Passevant et aller revoir le film « Plus dure sera la chute» repris cette semaine sur les écrans. Après le match de Jean-Claude Bouttier et la victoire de Carlos Monzon, Alain Delon a annoncé qu'il était prêt à financer le prochain match de Carlos Monzon. Vous voyez, le boxing business se porte vraiment bien.

NICOLAS BRIMO

Un Béjart à deux têtes

Béjart est à Paris. On ne l'espérait plus. Depuis quatre ans, il donnait la primeur de ses créations à la Belgique ; à Bruxelles, plus précisément, où il a investi le Théâtre royal de la Monnaie. Il faut dire à sa décharge qu'on lui donne là-bas les moyens financiers de travailler, d'inventer, de chercher. Ce n'est pas à Maurice Druon que Béjart aurait pu s'adresser : les caisses du budget des Affaires culturelles en France ont atteint depuis longtemps le niveau d'un étang vide ! Et puis, la danse...

Mais Béjart n'est pas seulement chorégraphe. Il se veut également metteur en scène. A preuve : sur deux scènes parisiennes, il présente deux catégories de spectacles radicalement différentes. Au Théâtre des Champs Elysées, il met en scène un opéra : « La Traviata » de Verdi. Au Théâtre de la Ville, il est le chorégraphe de trois ballets : « Stimmung » de Stockhausen, « Mallarmé III » de Boulez et « Le marteau sans maître » de Boulez, lui-même inspiré d'un poème de René Char. Constatons-le : Béjart peut montrer ses spectacles au public français seulement parce que le Festival d'Automne d'une part, Jean Mercure et le Théâtre de la Ville d'autre part le prennent en charge sur leur budget insuffisant. Répétons-le : Druon ne semble pas savoir que Béjart existe.

Chorégraphe ? Metteur en scène ? Beaucoup se le demandent : y a-t-il un Béjart à deux têtes ? Les spécialistes discutent. Ils posent une question qu'ils disent être essentielle : est-ce signer une véritable création que reprendre un livret et une partition musicale en les déplaçant simplement dans le temps ? On sent le procès d'intention qui affleure. Car n'est-ce pas justement le propre d'un metteur en scène que de traiter librement et anachroniquement une œuvre ? Pourquoi Béjart n'aurait-il pas le droit de s'attaquer à Verdi ? Ce droit reconnu, libre à chacun ensuite de donner ses appréciations sur le résultat, de dire ses regrets et



ses réticences ou de crier son enthousiasme. En vérité, le problème semble avoir été mal posé : il ne s'agit pas de savoir si Béjart est plus chorégraphe que metteur en scène, ou inversement ; il s'agit de se rendre compte qu'il y a deux « veines » chez Béjart, la veine onirique et la veine abstraite.

L'onirisme : hier, quand Béjart empruntait au théâtre avec « La tentation de saint Antoine », ou quand il montait le ballet baroque « Nijinski » ; aujourd'hui, avec « La Traviata ». Ce style entraîne force lumières et débauche de costumes. Béjart s'y adonne parce que le matériau s'y prête. Comment et pourquoi lui reprocher ? L'abstrait : les trois ballets du Théâtre de la Ville en sont des exemples. Mais cette manière-là n'implique pas du tout la froideur. Béjart l'explique très bien lui-même : « Même l'art figuratif abstrait de la réalité, l'essentiel : Mayol ne sculptait que des femmes abstraites. L'abstraction ne peut être que lyrique, chargée d'émotion, de pensée, de passion, de vitalité, faute de quoi rien ne la distingue de la décoration. »

Cette explication révèle Béjart et ses ambiguïtés, Béjart et ses contradictions : il refuse de se laisser réduire à une technique. Béjart n'est pas un « technicien spécialisé », Béjart est un « tempérament » qui est prêt à user de toutes les techniques, à affronter tous les matériaux. Voilà ce qui irrite tant les initiés de l'Opéra : en ce domaine, les metteurs en scène sont de froids techniciens, d'appliqués décorateurs. Et voilà que la furie nommée Béjart ose piétiner leurs plates-bandes, bouleverser leurs habitudes !

Béjart abandonnera peut-être un jour les planches... s'il trouve un moyen plus efficace de transcrire ses préoccupations. S'il en éprouve le besoin, il se tournera peut-être vers le cinéma. Il le disait d'ailleurs récemment : « Vous ne pouvez pas imaginer tout ce que j'ai trouvé dans les films des Marx Brothers ».

Cet artiste est un battant, un bouillant, un « essayeur » impénitent. Il draine, il entraîne, il sème. Toutes les moissons ne sont pas époustouflantes. Mais Picasso a-t-il signé « Les demoiselles d'Avignon » dès son premier coup de pinceau ?

Le plus important est que Béjart suscite des controverses. Le plus grave est qu'il soit trop peu présent en France. Un espoir, pourtant : Paul Puaux a annoncé qu'il lui confierait l'été prochain la direction artistique du Festival d'Avignon. Il sera plus d'un grincheux pour prophétiser le pire, pour craindre des erreurs. Faut-il rappeler que les mêmes, autrefois, vitupéraient Vilar ?

CLAUDE DOMINIQUE et JEAN MONTAGNARD.

On meurt toujours deux fois

Une petite fille violée à l'âge de 10 ans, jetée en maison de correction à 11, prostituée à 13, enfermée à 15 dans un pénitencier. Puis tout juste arrachée à l'enfer par la musique pour devenir la proie du racisme et s'enliser tout doucement dans la drogue... Jusqu'à en mourir, à 44 ans. Telle est l'histoire authentique de la chanteuse de jazz Billie Holiday, et ce n'est la faute de personne si cette histoire a toujours un pied dans le mélo.

Seulement, quand c'était Billie Holiday qui s'y référait implicitement dans ses chansons, c'était avec humour parfois, avec retenue toujours. Il en va de même dans « Lady sings the blues », son autobiographie — dont les éditions Solar (collection Scope) viennent de donner une réédition bien venue. Les gens de cinéma, eux, n'ont pas eu de ces pudeurs. Un bon mélo prenant prétexte de l'authenticité, ce peut être de l'or en barre. Tout comme certains producteurs nous mijotent l'histoire de « la pauvre Piaf », ceux de la Paramount et de Motown ont été appâtés par les malheurs de Billie—la-droguée-au-cœur-fragile. D'autant plus qu'aux recettes du film s'ajoutera le surcroît de renom dont pourra bénéficier l'interprète cinématographique de Billie Holiday : la chanteuse Diana Ross, qui se trouve être sous contrat discographique avec... la dite firme Motown. Ainsi naquit le film «Lady sings the blues».

On ne sait ce que tout cela aurait pu devenir entre les mains d'un vrai cinéaste. Confié à Sidney Furie — dont le meilleur titre de gloire n'est jamais que « Ipcress, danger immédiat » — « Lady sings the blues » reste l'adaptation appliquée d'un scénario qui brode sans scrupules excessifs sur la biographie de la vraie « Lady Day ». Excepté l'excellente interprétation — comme comédienne et comme chanteuse — de Diana Ross, pas un instant où l'on échappe à la banalité et à la convention : une minute d'un disque de Billie émeut plus que deux heures de cette trahison cinématographique.

Si l'on veut malgré tout voir comment la musique négro-américaine peut se marier aux images du cinéma , « Le blues entre les dents » y réussit. Au fil d'une fiction — le destin d'un jeune couple noir — qui n'est certes pas sans défauts, Robert Manthoulis et Claude Fléouter sont parvenus à un double résultat : retrouver la vieille génération de chanteurs noirs, remonter l'Histoire en remontant le Mississipi ; et établir le lien étroit existant entre le blues et son cadre économique, social et racial. C'est presque un paradoxe : sans le budget, les vedettes et le « scénario en or » de « Lady sings the blues », mais avec infiniment plus de discrétion et de compréhension, ce Grec et ce Français sont allés plus facilement que les Américains de la Paramount à l'essentiel de la communauté noire.

S.R.



Grèce

LES COLONELS EN CIVIL

De notre envoyé spécial.

Papadopoulos devient un homme politique. Ou du moins essaie-t-il de l'être. Condamné à gouverner un pays en crise profonde, il navigue au plus près. C'est pour cela qu'il a besoin de Spiros Markezinis comme Premier ministre, besoin d'un gouvernement civil, besoin d'une autre politique. L'ennui, pour lui, c'est que personne n'est capable de dire combien de temps cela pourra durer. Son avantage, c'est que tout le monde est persuadé que cela durera encore longtemps. » Le journaliste grec qui laisse tomber cette conclusion désabusée est un homme de gauche. Il a traversé — plus ou moins difficilement — la Résistance, la guerre civile, la répression. Il a connu la prison — « Peu dit-il, seulement trois ans » — et le chômage. Devant nous, d'admirables voiliers sont à l'ancre — dans un port où la location d'un emplacement coûte 500 F par jour : « C'est là que vit la grande bourgeoisie grecque. Une bourgeoisie qui n'a jamais su diriger le pays, faisant appel pour cela alternativement à l'étranger, à l'armée ou à des dictateurs. Ou aux trois ensemble. Une bourgeoisie qui a été incapable de doter le pays d'une industrie, d'une structure étatique digne de ce nom. Et qui, pour l'essentiel, est incapable de comprendre que Papadopoulos travaille pour elle. »

Athènes, août 1973 : le référendum faisant de la Grèce une République vient d'avoir lieu. Organisé de main de maître, il a permis au régime — ce qui n'a étonné personne — d'obtenir une confortable majorité. Mais tout le monde attend. C'est ici une habitude. Depuis des années, la Grèce vit dans le silence, le mépris et l'attente. Un jour de plus ou de moins, cela ne change pas grand chose. D'autant que tout le monde est persuadé que rien ne changera. Alors, les Grecs contemplent les touristes, se moquent des Américains, continuent à boire des cafés aux terrasses des bars. Et parlent de l'ascension des prix, se donnent des adresses où l'on peut acheter de l'huile — devenue introuvable — et se passent les derniers cours des marchandises achetées « avec le chapeau », c'est-à-dire au marché noir.

C'est qu'en même temps que la crise politique — constante depuis des années — la crise économique est là. Et, parlant des colonels, il n'est pas rare que l'on vous glisse : « Ils ont agi avec l'économie comme ils l'ont fait avec l'armée. En donnant des ordres. Stupides, assez souvent. Alors... » Ce qui n'est pas tout à fait vrai. Les « ordres » donnés à l'économie n'étaient pas tous stupides. Ils étaient destinés à favoriser les milieux d'affaires, ce qui est différent. Et si le revenu national est toujours aussi mal partagé, ce n'est pas par stupidité.

C'est la conjonction de la crise économique et de la crise politique qui avait amené Papadopoulos à tenter une opération chirurgicale. A ses yeux, le référendum avait plusieurs avantages : il allait doter son régime d'une légitimité qui, depuis son accession au pouvoir, lui faisait cruellement défaut ; frapper les esprits par les « nouveautés » introduites ; enfin — et surtout — cela devait lui permettre de modifier son équipe gouvernementale. Car, pour changer de politique, il faut également changer d'hommes.

Fortunes rapides

C'est que toutes les tentatives entreprises par les colonels depuis le putsch d'avril 1967 pour greffer leur pouvoir sur la réalité grecque ont échoué. Pourtant, lorsque le 27 avril les blindés de Pattakos investissent Athènes, la situation semble favorable aux putschistes.

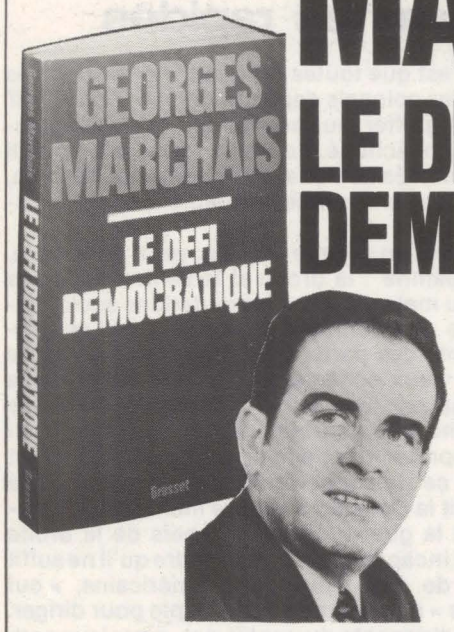
L'ancien régime est, aux yeux du peuple, condamné : la droite et le centre n'ont pas — ou mal — mesuré les mutations sociologiques et économiques en cours. Les dirigeants des partis de droite vivent à l'heure des vieux schémas. Pour eux, la politique passe par le Palais, l'anticommunisme, les alliances électorales. Rares sont ceux qui comprennent que le monde a changé. C'est que ce personnel politique a vieilli. Formé avant la Deuxième Guerre mondiale ou pendant la guerre civile, les chefs de la droite sont incapables de comprendre qu'il ne suffit pas de dire « oui » aux Américains, « oui mais » au roi, « non » au peuple pour diriger. Les dirigeants du centre ont, pour leur part, des subtilités de langage qui sont souvent incomprises. Ils disent « oui » aux Américains, « non mais » au roi, « oui mais » au peuple. Quant à la gauche, défaite deux fois — en 1945, en signant les accords de Varkiza, et en 1949, lors de la guerre civile — elle a totalement « décollé » de la réalité. Cette gauche — essentiellement le Parti communiste grec, clandestin depuis longtemps, et son antenne officielle, l'E.d.a. — espère dans une victoire électorale du centre, qu'elle est prête à soutenir. Mais elle se méfie. Elle attend un coup d'Etat des généraux — c'est-à-dire du Palais. Ce sont les colonels qui prendront le pouvoir, cueillant en pyjama au milieu de la nuit presque tous les responsables politiques et les enfermant dans un stade, avant de les déporter. Il faudra plus d'une semaine pour qu'une voix crie : « Résistez ». Celle de Mikis Théodorakis. Les hommes politiques sont en prison, les appareils des partis s'évanouissent dans le sable. Et le silence va s'abattre sur la Grèce. Seulement brisé par les cris des torturés, les plaintes des prisonniers.

Mais Papadopoulos a une vieille habitude des subtilités psychologiques. Le système répressif qu'il met au point est efficace. « Nous n'avons jamais été très nombreux à être arrêtés. Et nous ne le sommes pas restés longtemps. C'est inutile, dans un pays de 8 millions d'habitants. Mieux vaut faire ressortir ceux qui ont subi des tortures. Cela fait peur aux autres. Si l'on ajoute à cela la présence constante de l'armée, de la police et

→

GEORGES MARCHAIS

LE DEFI DEMOCRATIQUE



Un livre le plus souvent remarquable par sa modération.

Michel Bassi - LE FIGARO

M. Marchais voulait, en publiant ce "défi démocratique", d'abord ouvrir un débat. Tous les éléments susceptibles de le nourrir se trouvent dans son livre.

Alain Duhamel - LE MONDE

Tout le livre de M. Marchais est une réponse aux attaques dont les communistes sont l'objet. Sur un certain nombre de points le P.C. n'était jamais allé aussi loin.

Noël Copin - LA CROIX

Un document important sur le communisme d'aujourd'hui.

Jean-Marie Borzeix - COMBAT

"Le Défi démocratique" apporte réponse aux questions essentielles qui se posent aujourd'hui.

Roland Leroy - L'HUMANITE

Les engagements que vient de prendre Georges Marchais dans son livre pourraient bien constituer une nouvelle étape de l'évolution du Parti communiste.

Irène Allier - LE POINT

"Le Défi" est la photographie très exacte de ce qu'est aujourd'hui le Parti communiste français.

Marcelle Padovani LE NOUVEL OBSERVATEUR

"Le Défi démocratique" soulève des problèmes passionnants et montre une volonté de convaincre par le dialogue.

Pierre Marat - TEMOIGNAGE CHRETIEN

grasset

200.000 exemplaires

LES COLONELS EN CIVIL

→

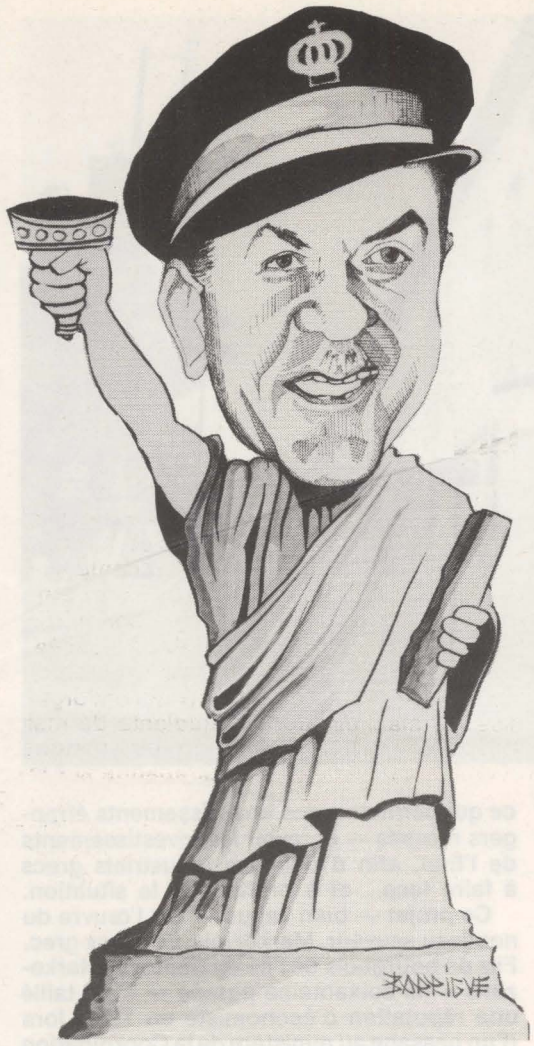
de la gendarmerie, le résultat est certain. C'est la crainte à peu de frais. Et c'est terriblement efficace. » L'étudiant qui raconte sait de quoi il parle. Huit jours avant notre rencontre, il était encore en prison. Son corps porte la marque des coups. Et sa fiancée, présente lors de notre entretien, est visiblement terrorisée. Il a été de ceux qui ont organisé les manifestations d'étudiants de mai 1973. « Nous avons été les premiers à rompre la chape de silence qui s'est abattue sur la Grèce, ajoute-t-il. C'est qu'à part Alekos Panagoulis, la résistance n'a jamais pu s'organiser. L'opposition n'a jamais pu organiser une lutte d'envergure nationale. Nous avons servi de révélateur. »

Au printemps 1973, les étudiants ne sont pas le seul souci de Papadopoulos. Tout d'abord, l'armée grogne. Une partie de ses pairs n'approuve pas l'évolution du régime Papadopoulos. Les « durs » se déclarent écœurés par les scandales financiers, les fortunes bâties en cinq ans. Et, en particulier, celle des familles des responsables de la junte. Certains vont même jusqu'à demander que cesse la répression, d'autres que l'on prenne des distances avec les Américains, d'autres enfin que l'on rende à la fonction militaire sa respectabilité ; ces derniers ne supportent pas que la population ne les supporte plus...

L'Eglise orthodoxe, elle aussi, est en crise, surtout depuis que Papadopoulos lui a imposé un « colonel », Mgr Hyeronymos. La petite bourgeoisie voit avec angoisse les prix monter ; les commerçants ne supportent plus les contrôles fiscaux mis en place pour freiner les hausses de prix et le marché noir. La grande bourgeoisie joue la crise monétaire. Le petit peuple, comme d'habitude, se tait.

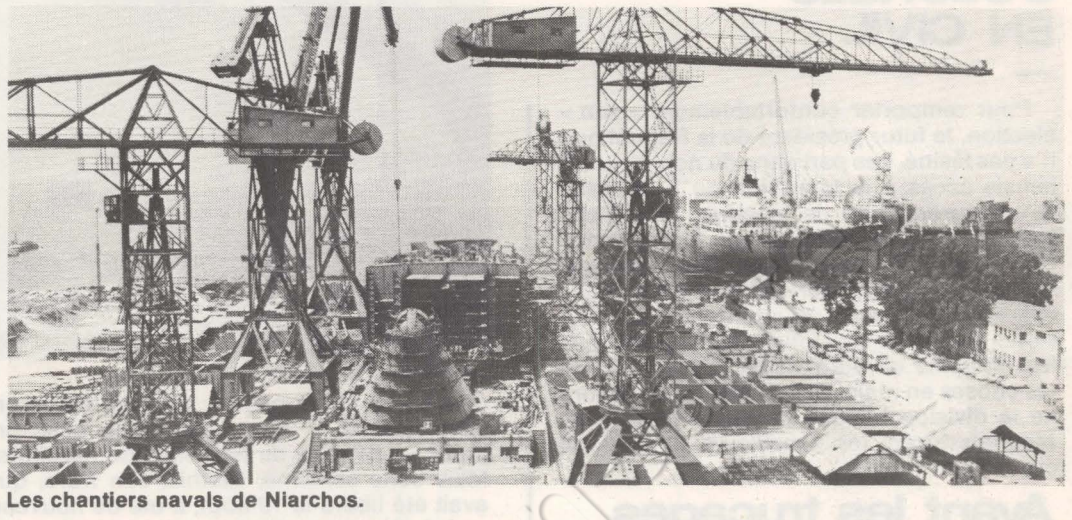
Mais par-dessus tout la crise économique est là, omniprésente, oblitérant tous les actes de l'Etat. Si, en 1967-68, les colonels ont profité des investissements et des efforts des gouvernements précédents, les beaux jours n'ont pas duré. Pour éviter que la récession ne soit trop forte, l'Etat intervient. Massivement. Mais surtout dans le bâtiment : la moitié des investissements annuels va dans la construction. Une part va à l'hôtellerie — ce qui est en fait hasardeux, car il n'est pas sûr que les touristes affluent en nombre suffisant pour rentabiliser les investissements. L'essentiel va servir à construire ds appartements. Car les Grecs ont peur et, pour mettre à l'abri leur argent, ils investissent dans la pierre. Et lorsqu'ils n'en ont pas assez, ils se font prêter pour cela de l'argent par l'Etat. Dans un premier temps, cela a donné aux Grecs l'impression que tout baignait dans l'huile. De jour en jour, Athènes et les autres villes changeaient de visage. Des cubes de cinq étages s'entassaient les uns à côté des autres. Et surtout, il y avait de l'argent sur le marché.

Cela ne pouvait pas durer : les investissements consentis dans ce domaine sont peu





« Fais confiance aux mains grecques ».



Les chantiers navals de Niarchos.



La 6ème flotte face au Pirée.

productifs. Pour maintenir l'expansion, l'Etat s'est alors endetté : de 1967 à 1973, les créances étrangères ont triplé, passant de 1,1 milliard de dollars à 3,3. Le coût de la vie s'est mis à augmenter — vertigineusement — certains produits alimentaires voyant leur prix quadrupler en trois ans. Incapable d'assurer un développement harmonieux de l'industrie, le gouvernement n'a pas eu plus de chance dans l'agriculture, où l'échec est patent. Les prix de vente des produits agricoles trop bas incitent les paysans à quitter leurs terres et à s'expatrier, principalement en R.f.a. et en Suède. En dix ans, le nombre des paysans est tombé de 210 000 à 120 000. Sans que, pour autant, la superficie moyenne des exploitations en activité s'accroisse. La terre est purement et simplement abandonnée. Car la femme reste au village avec les enfants, cultive un grand jardin dont elle vend le surplus de produits. Il faut voir les marchés paysans des petites villes où les fermières viennent vendre quatre courgettes, cinq pastèques et un petit tas de cornichons pour comprendre les difficultés de l'agriculture grecque. Les chiffres officiels décrivent autrement ces difficultés : le taux de croissance annuel de l'agriculture, qui devait être pour le Plan quinquennal 1968-1972 de 5,2 %, n'a été que de 1,8 %. Quant à la viande, il a fallu en acheter à l'étranger pour plus de 100 millions de dollars. Pendant ce temps les « agriculteurs en fuite » évitent à la population l'asphyxie économique. Comme tous les travailleurs émigrés, ils expédient une bonne part de leur salaire chez eux : en Grèce, cette rentrée d'argent frais équivaut annuellement à la rémunération totale des travailleurs de l'industrie.

Dans le même temps, les capitaux étrangers refusaient énergiquement d'investir en Grèce. Les difficultés politiques du pays justifiant cette prudence. Enfin, l'armée au pouvoir n'oubliait pas de se servir, copieusement, 25 % du budget lui étant réservés. Le patronat, pour sa part, était divisé. D'un côté, les armateurs, exonérés d'impôts, de taxes, tenant le haut du pavé ; de l'autre, une masse de patrons, plus manufacturiers qu'industriels, préférant jouer l'inflation plutôt que de développer leur production ou leur productivité. Entre les deux, quelques patrons aux dents longues, formés à l'occidentale, appréciant la « paix sociale » que le régime fait régner, mais sachant que pour que la Grèce joue pleinement sa carte — bas salaires, tranquillité, position géographique — un certain nombre de réformes sont nécessaires.

Pourtant, malgré tous ces échecs, les colonels ont quelques satisfactions. Il est visible que l'opposition — c'est-à-dire les oppositions, des communistes aux royalistes — a non seulement été incapable de « gêner » le pouvoir, mais surtout de proposer au peuple un « projet » différent. Incapables de se renouveler dans ses idées et ses structures, ces oppositions bénéficient toujours du « romantisme du passé », mais ne peuvent plus — ou pas encore — mobiliser les foules. Enfin, et surtout, les colonels sont arrivés à canaliser l'émergence d'un nouveau nationalisme. En août, un fait divers défrayait la chronique : deux matelots avaient assassiné un chauffeur de taxi. Les titres des journaux rythmaient l'enquête de la police. Une grève des taxis fut organisée, suivie. Les inspecteurs chargés de l'enquête montèrent à bord des bâtiments. Tous les Grecs, même ceux qui d'ordinaire se désintéressaient des faits divers, suivaient leurs investigations avec passion. C'est que les deux matelots étaient Américains. Et que les bâtiments en question étaient ceux de la VIe flotte. Ceci explique cela.

Lorsque les colonels accédèrent au pouvoir, ils tentèrent, pour remplir le vide, de se doter — faute d'une légitimité et d'un soutien populaire — d'une idéologie. Ce fut l'époque du slogan « la Grèce des chrétiens hellènes ». Le mot d'ordre fit long feu. Mais, dans ce pays où depuis plusieurs siècles la question nationale passe avant les questions de politique intérieure, un ferment était jeté. Sur un terrain favorable. Allier le nationalisme à l'orthodoxie était un rêve fou dans ce pays finalement bien peu croyant. Mais flatter le nationalisme n'était pas inutile.

Et lorsqu'en mai Papadopoulos s'est trouvé coincé entre toutes ces contradictions, il a su prendre les siens de vitesse, trouver la parade. Car le référendum n'avait d'autre but — au-delà du règlement de la question royale, déjà effectué dans les faits — que de donner à Papadopoulos les mains libres. Pour infléchir sa politique, l'adapter aux nouvelles réalités. →

LES COLONELS EN CIVIL

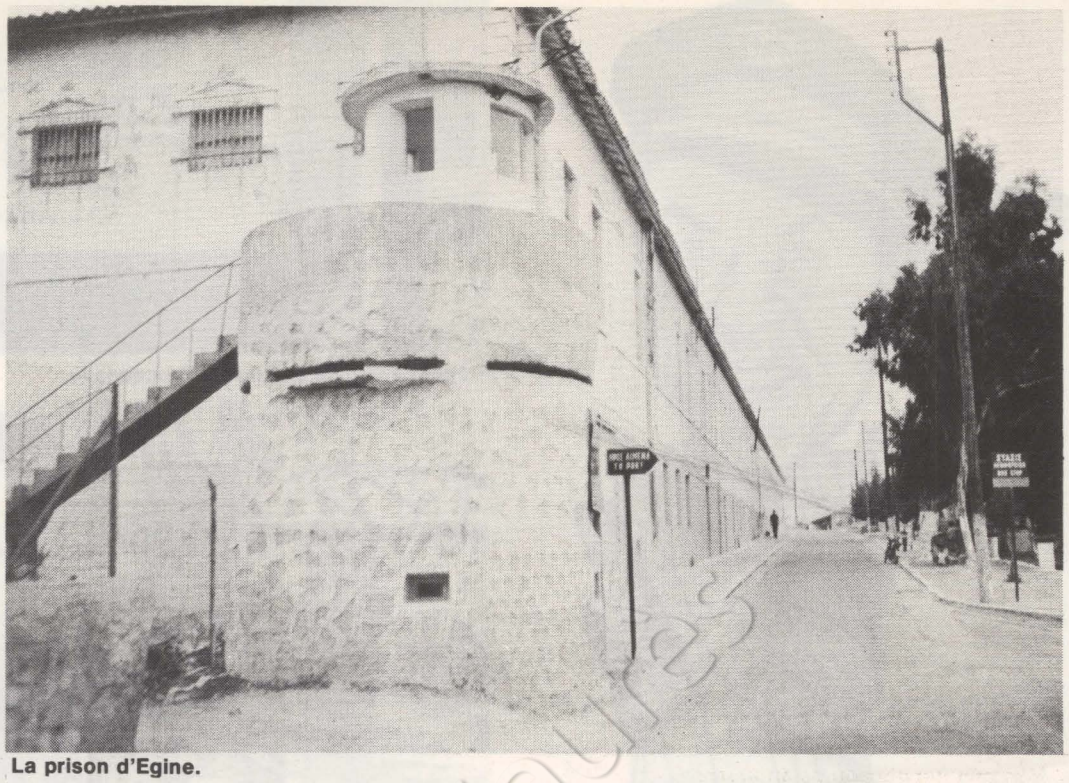
Pour remporter confortablement « son » élection, le futur président de la République n'a pas lésiné. Les partisans du non n'eurent jamais accès à la télévision ou à la radio. Ils ne purent tenir de meeting, même pas faire des « visites » en province, leurs interlocuteurs étant immédiatement interrogés par la police. La gendarmerie fit le tour des chaumières pour avertir qu'après les élections « on » relèverait les empreintes digitales sur les bulletins de vote « non ». L'armée prit les choses en main. Et à Kilkis, là où stationne la division blindée la plus « dure », les résultats furent les « meilleurs » : 98 % de oui.

Avant les trucages

Dans les villes, à Athènes et à Salonique, les choses furent plus compliquées. L'armée était présente à toutes les portes des bureaux de vote, la police et la Sécurité l'étaient à l'intérieur, mais les gens savaient qu'il était impossible aux forces de répression de « connaître » avec précision les partisans du non. Restaient alors les moyens de fraude classiques, d'autant plus faciles à employer que les responsables de chaque bureau étaient des fonctionnaires désignés, doublés par des gens de la police. Pourtant, près de la moitié des Athéniens dirent non. A vrai dire, cela avait peu d'importance. « Ce qui compte, m'expliquait un ami journaliste, ce n'est pas tant le pourcentage officiel de oui que le pourcentage réel avant les trucages dans les préfectures. Et ce résultat, qui ne sera connu que par les membres de la junte, servira à les départager. »

Au lendemain du référendum, les Grecs continuèrent donc à vivre comme si rien ne s'était passé. Tout semblait dans l'ordre. La junte était victorieuse, la droite classique s'était montrée, les quartiers ouvriers et les quartiers bourgeois avaient voté non, le roi n'était plus roi, les touristes, relativement rares en juillet, revenaient en masse. La police était toujours présente. Dans les restaurants du Pirée, il devenait nécessaire de retenir sa place. Jusqu'au 15 août, le décor resta en place. Le 16, Papadopoulos était « intronisé » président de la République pour 8 ans.

Le 17 au matin, les journaux publièrent le décret sur l'amnistie. Les prisonniers politiques, enfermés depuis le 27 avril, vont être libérés. Personne n'y croit. A midi, les reporters sont devant les portes des prisons. Elles s'ouvrent, et des prisonniers sortent. La liste de tous les détenus est publiée en même temps que leur bulletin de levée d'écrou est signé. Papadopoulos pousse le luxe jusqu'à affirmer qu'il n'y a plus dans les prisons grecques que des droit commun, ou des politiques condamnés avant le 27 avril. Donc par les « autres ». Le lendemain, le gouvernement frappe un grand coup. Alekos Panagoulis est libéré. Panagoulis est le seul héros de la nouvelle Résistance : il a tenté — et manqué de peu — de tuer le chef de la junte. Condamné à mort, il a été sauvé par la pression internationale. De la route, sous le soleil



La prison d'Egine.

d'août, j'ai vu sa prison : un bloc de béton sans fenêtre — une seule porte avec un judas — entouré de barbelés, de miradors. Mais cette semaine, Stathis, son frère, qui avait été libéré le 19 août, a été de nouveau arrêté. Par des militaires, dans le camp où il effectue son service militaire... Panagoulis libéré, l'opposition n'a plus de martyr. Le même jour, dans toute la Grèce, la police change d'attitude.

« Chaque jour, lorsque je descendais au port pour boire mon café, j'étais entouré de mouchards en civil ; les gendarmes ne me saluaient pas. Ce jour-là, j'ai tout d'abord eu peur. Le gendarme s'avança vers moi, me tendit la main et me salua. Bien gentiment. » Celui qui parle est un écrivain de gauche connu. Et ce qu'il a vécu ce jour-là s'est produit dans toute la Grèce. L'amnistie promise était intervenue. La police souriait. Aux aéroports, les listes d'interdictions de retour disparaissaient. Les journaux se mettaient à s'interroger. La libéralisation — réussie — allait permettre à Papadopoulos d'aller au bout de ses projets. Car elle n'était pas un but, mais un moyen.

Le « sauveur » Markezinis

Dans l'éventail politique de la junte, Papadopoulos est décrit comme un homme du centre. Il a ses droitiers, « les durs », conduits par Stavros Makarezos — qui se vante de contrôler les deux tiers des officiers — et animés d'une idéologie nationaliste visiblement fascisante. C'est avec cette aile que Papadopoulos a dû manœuvrer. En limogeant quelques officiers, déplaçant quelques autres, ou en mettant quelques-uns aux arrêts de rigueur. C'est parmi eux que se recruteront les dirigeants d'un futur parti « national-socialiste ». D'autre part, une aile « technocratique » composée de jeunes officiers louchant vers l'Europe, de patrons en mal de développement et de technocrates formés dans les universités occidentales. C'est avec cette aile conduite par le futur Premier ministre, Spyros Markezinis, que Papadopoulos veut asseoir son règne.

Son calcul est simple : n'ayant encore rien à craindre de ses oppositions, ayant mis à l'écart ses durs après leur avoir rappelé, dans un discours récent, que le coup d'Etat c'est lui, il lui faut sortir la Grèce de son impasse économique. Pour cela il faut libéraliser — ce qui permettra des investissements étrangers massifs — et revoir les investissements de l'Etat, afin d'aider les industriels grecs à faire face... et à profiter de la situation.

Ce projet — bien vague — est l'œuvre du nouveau sauveur, Markezinis. Le Pinay grec. Fils de bourgeois de l'île de Santoris, Markezinis — la soixantaine passée — s'est taillé une réputation d'économiste en 1952, lors d'un passage au ministère de la Coordination — le ministère des Finances grec. Après avoir dévalué la drachme, ouvert la porte aux importations, lancé un plan d'assainissement, il démissionna. A cause d'un désaccord avec son Premier ministre. Il devint alors le président du Parti des progressistes — qui ne l'était nullement — chercha des alliances au centre, parfois, et à droite, toujours. Sans jamais parvenir à dépasser 2 % des voix. Mais il fit oublier qu'il fut, de 1939 à 1946, conseiller du roi Georges II. Il utilisa sa traversée du désert pour conforter son image de marque. Pour cela, il écrivit deux ouvrages : « L'Histoire grecque contemporaine », pour le côté connaissance des faits, et un essai sur Machiavel, pour le côté politique. A partir de 1967, son attitude change — la vie est brève. Il se rapproche des colonels sans se « mouiller » avec les durs, ne se coupa pas de la droite classique sans pour autant critiquer le gouvernement. Refusant les interviews, il laisse planer sur son personnage le mystère : « Ici, tout le monde sait ce qu'il ne veut pas. Mais personne sait exactement ce qu'il veut. » Ce qu'il ne veut pas, c'est gouverner avec les militaires. Car, pour apparaître comme le sauveur de l'économie, il ne faut pas qu'on voit en lui un otage.

Ses atouts ? La libéralisation, qui permettra les investissements, l'inefficacité de l'opposition — qui sera, pense-t-il, incapable d'utiliser les mouvements sociaux qui interviendront — le coût relativement bas, pour l'Europe, de la main-d'œuvre, l'appétit de la part la plus active du patronat. Et le nationalisme. Car, en même temps que l'on a vu reparaître aux portes des usines des inscriptions « On embauche », les murs se sont couverts d'affiches aux inscriptions révélatrices : « Fais confiance aux mains grecques. Aie confiance en toi. » « Vous comprenez, devait me dire un industriel du Pirée, mes fabrications sont compétitives. Seulement, il y a ici une vieille tradition. Les objets de qualité viennent d'Europe. Alors, on snobe les miens, qui sont moins chers et aussi bons. D'ailleurs, je vends chez vous. » L'espoir du gouvernement est donc de stimuler un mar-



Madame Papadopoulos en tournée.

ché qui en a bien besoin en jouant sur la fibre nationale. Et il ne serait pas étonnant qu'il réussisse. Interrogeant des Grecs sur le mauvais goût des objets proposés aux touristes en guise de souvenirs, il n'est pas rare de s'entendre répondre : « Oh, c'est assez bon pour les Européens. »

Cette diminution de la fascination qu'exerce depuis si longtemps l'Occident ne joue pas seulement en économie. En politique, il y a ceux qui parlent du Marché commun — pour dire qu'ils ne veulent plus du « parapluie » américain — et ceux qui parlent d'un accord bilatéral avec les U.s.a. — espérant faire avec eux la même chose que les Maltais avec les Anglais. Enfin, il y a les « réalistes » — Papadopoulos est du nombre — qui ne souhaitent absolument pas distendre leur alliance avec les Etats-Unis, mais qui souhaitent, tout en respectant le statu quo actuel, gagner une marge de manœuvre, faire en sorte que la pression de l'allié privilégié soit moins visible.

Le droit de ne pas mourir

Markezinis, partisan d'une « alliance balkanique », fait partie de ce groupe. La politique des différents Etats du camp socialiste — commerce et non-intervention en politique intérieure — ne peut que l'encourager. Après tout, n'est-ce pas les pays de l'Est qui en 1967 ont remplacé au pied levé les Suédois, les Allemands de l'Ouest, les Anglais, qui, sous la pression de leur opinion publique, avaient restreint leur commerce avec la Grèce ? Il suffit de se promener dans Athènes pour s'en rendre compte : voiture Renault fabriquée en Roumanie, bâtiment préfabriqué polonais, fromage grec fabriqué en Bulgarie, tissus soviétiques. Au début de septembre, la foire de Salonique semblait « colonisée » par les stands des pays de l'Est.

La Grèce, aujourd'hui, c'est toujours — bien sûr — un pays totalitaire. La police, même souriante, est toujours présente. L'opposition, tant qu'elle est de droite ou inefficace, a le droit de ne pas mourir. Mais les prisons sont vides. C'est que la dictature a des visages multiples. Papadopoulos tente de prendre un visage avenant. Face à une situation bloquée et pourrissante, en butte à la grogne ou au mépris de toutes les couches sociales, il tente, pour assurer son pouvoir et faciliter le développement d'un capitalisme moderne, la carte libérale. La situation le lui permet. Mais les modifications économique et sociologique qu'implique sa réussite portent en elle les racines de son échec.

Ayant manqué la révolution industrielle du XIXe siècle, la Grèce a sans cesse subi les contrecoups de l'inadéquation des classes sociales qui la composent avec les objectifs des partis politiques. A gauche, par exemple, la classe ouvrière, naissante au début du siècle, a commencé à s'organiser après octobre 1917. Le seul modèle acceptable fut pour elle le « bolchevisme ». Mais sa faiblesse numérique l'a amenée à utiliser les fils de la bourgeoisie en rupture de famille comme propagandistes et les paysans comme arme de choc. Ce qui n'a pas facilité les choses. Après la Deuxième Guerre mondiale, les erreurs de la période stalinienne, les échecs répétés et sanglants ont enfermé les communistes dans un cycle épuisant : répression — erreur — division. De surcroît, l'exil — politique ou social — a chassé de Grèce les meilleurs. Ceux qui, ailleurs, avaient une « valeur marchande » ou ceux qui, sur place, n'auraient eu à perdre que leurs chaînes n'étaient plus là.

L'entrée de la Grèce dans le « circuit de la marchandise » peut modifier les choses. Permettre d'autres rassemblements, la naissance d'un nouveau projet socialiste. Dans Athènes, tous les gens de gauche rencontrés m'ont dit : « Ne nous laissez pas seuls, dites-nous ce que vous faites. Nous avons besoin de vous. » Et écrivent aux exilés en leur disant : « Rentrez. C'est ici qu'il faut se battre. »

A la fin de juin, Papadopoulos s'est adressé aux industriels. Pour les convaincre d'appeler à voter oui. Ce qu'ils ont fait. Son argument était simple : « Si vous ne marchez pas avec moi, je serai le dernier Premier ministre de la bourgeoisie. Après, ce sera le socialisme. » Le jeune économiste qui me rapportait cette phrase n'a pas pu manquer d'ajouter, avec cet humour parfois triste des Grecs : « Si au moins il avait raison ! »

GUY PERRIMOND

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

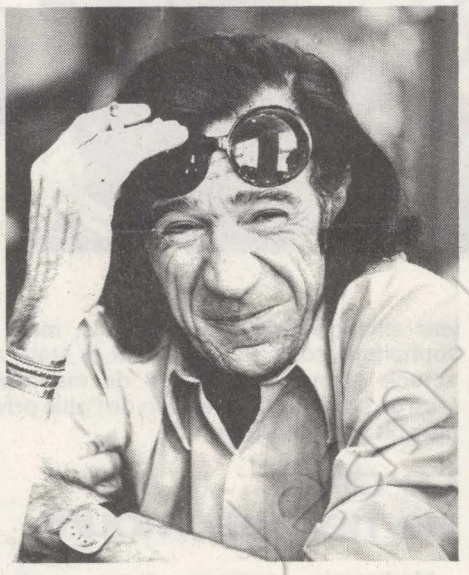
par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

DE A JUSQU'A Z



par
Henri-François Rey

A COMME AVORTEMENT

Des médecins avortent à Saint-Etienne. Ils le crient sur les toits et font le bilan de leur action. Bravo. La bonne conscience s'émeut et le Parquet y va de sa ruade. Parfait. Et bien entendu le Pr Lejeune, « guru » de l'association Laissez-les-vivre, y va de son cri cavernaire. Nous connaissons ses performances grâce, à la télévision, qui nous a montré jusqu'où pouvait aller le fanatisme lorsqu'il est débile.

Sans doute, le Pr Lejeune — et encore je n'en suis pas sûr — sait-il qu'au Chili les fascistes massacrent et supplicient femmes, enfants et hommes, bien entendu. Je lui suggère d'organiser sous sa haute compétence une antenne médicale et de bienfaisance pour sauver ceux-là qu'il faut aussi « laisser vivre ».

C COMME CHILI

Toujours le Chili, et de plus en plus d'informations concordantes : les massacres classiques, la bourgeoisie déchaînée. Toujours le même clivage : Communards et Versaillais. A Santiago, les Versaillais sont au pouvoir. Le Chili n'est pas la France, a-t-on dit et répété. Certes. Mais il faudra me couper les deux oreilles avant que j'admette que la bourgeoisie chilienne est différente de la bourgeoisie française. Toutes les deux capables des mêmes crimes, des mêmes atrocités, dès l'instant qu'elle trouve le classique bras séculier. Et il faudra me couper bien davantage avant que j'accepte la nécessité d'une armée qui, dans le monde que nous connaissons, ne sert plus à faire la guerre, mais représente un poids politique au seul service de la réaction.

Noter à ce propos, qu'à part l'Angleterre, la Suisse et les pays scandinaves, tous les autres pays, y compris la France — se souvenir de 1958 — sont conditionnés par le poids politique spécifique de leur armée.

R COMME RACISME.

Quelqu'un vient me parler. Il arrive des Bouches-du-Rhône et il me dit ce qu'il sait des ratonnades dans la région. Bandes de voyous armés, toujours les mêmes, épiant, pourchassant, assommant les « melons » quand ils ne les tuent pas. Atroce imitation des « bons » films américains racistes. Et certains rêvent d'un K.K.K. français, avec carnaval obligatoire et symbolique pour débiles mentaux.

Et la police prudente, et absente. Evidemment, elle manque d'effectifs... Bref, la haine, la puanteur. Bref, l'homme, encore une fois, révélant sa face hideuse. Bref, les bons et les mauvais. Bref, encore une fois — avec l'accord tacite du Pouvoir — l'ignominie.

Des millions de travailleurs étrangers sont paraît-il, nécessaires au développement économique de notre société. Des millions de prolétaires, au sens le plus cru du terme, des millions d'hommes qui travaillent pour ne pas mourir de faim. Jamais la lutte des classes n'a été si âpre et si féroce. En bonne logique du cœur, en bonne logique de gauche, la totalité des travailleurs français devrait être aux côtés de ces travailleurs étrangers. Ils n'y sont pas. Qu'ils soient racistes ou non, peu importe. Disons poliment qu'ils sont xénophobes. Disons qu'ils sont égoïstes et qu'ils ont quelques raisons de l'être. Mais disons aussi que les syndicats ne font pas grand-chose, sinon des manifestations, pour éclairer, pour éduquer les travailleurs. Et cela, sans doute, par peur de les braquer. Mais j'appelle cela démagogie. Aussi impopulaire que puisse être une campagne intensive pour la reconnaissance de la dignité des travailleurs étrangers en France, elle doit être entreprise, et d'urgence, et par les syndicats. Ou alors : le K.K.K. français et la lâche acceptation. La honte.

S COMME SOLJENITSYNE

Il ne se passe pas de jour que Soljenitsyne ou Sakharov ne s'expriment et ne critiquent violemment le régime soviétique. J'en suis ravi. Première réaction : quelque chose a changé en U.r.s.s. car, enfin, on avait peu l'habitude d'entendre des citoyens soviétiques s'exprimer librement.

Hélas, il paraît que je suis naïf, qu'il s'agit d'un piège tendu par le Pouvoir soviétique lui-même. Je veux bien, mais je voudrais y voir clair. Certes, le drame de ma génération est bien celui-là : l'incompatibilité fondamentale entre la société soviétique et la liberté. Mais je me dis aussi que les propos d'un Soljenitsyne ou d'un Sakharov — et c'est toujours le même problème — apportent de l'eau, ô combien, au moulin empoisonné de la bourgeoisie. Et je me dis aussi que Soljenitsyne tout autant que Sakharov ne sont pas précisément des hommes de gauche. Je dirais même tranquillement qu'ils sont de droite. Qu'ils rêvent à une éternelle Sainte Russie, avec popes, mascarades orthodoxes et folklore paysan.

Alors, devant ces propos et déclarations, je reste sur mon grand reculoir et, tout naïvement, j'attends que les futurs opposants au régime soviétique soient de gauche.

Offrir l'asile politique aux réfugiés chiliens

La répression sanglante qui s'est abattu sur le Chili a suscité, depuis le coup d'Etat militaire, une série d'interventions des parlementaires socialistes auprès du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères. « Les réfugiés politiques dans ce pays, s'inquiète François Mitterrand dans une question écrite, sont particulièrement menacés et si certains possèdent un statut de réfugiés, beaucoup d'entre eux ne peuvent s'en prévaloir, n'ayant pas cherché à l'obtenir des autorités régulières ». Quelles décisions seront-elles prises « pour que la France, à l'instar du Danemark et de la Suisse, fasse savoir qu'elle est officiellement prête à offrir l'asile politique aux réfugiés du Chili qui le demanderaient ? »

Cette intervention est appuyée par des questions écrites de Jacques-Antoine Gau ; de Jean-Pierre Cot, pour qui s'impose la suspension de toutes les relations économiques avec le Chili jusqu'au rétablissement de la légalité démocratique ; et de Christian Laurissergues, qui réclame du gouvernement de « dénoncer et faire cesser la répression qui s'abat sur le peuple chilien et d'entreprendre sur le plan international toutes les démarches utiles pour permettre le retour du gouvernement légal ».